

MONTREAL CAMPUS

VICTIMES AU MASCULIN

SOCIÉTÉ P3

L'INDUSTRIE
DU JEU VIDÉO
PERD UNE VIE

CULTURE P4

RENCONTRE AVEC
DENIS VILLENEUVE,
FIER UQAMIEN

UQAMP5

ÉDITORIAL

DE RIEN, CAMARADES

Camarades des associations, vous nous accusez de manquer de rigueur et d'intégrité. Nous pensons plutôt que vous devriez nous remercier.

Le 1^{er} décembre 2023, notre édition papier, dont la une rapportait que des grèves étaient votées par moins de 1 % des étudiant(e)s, était distribuée dans l'UQAM. Elle soulevait plusieurs problématiques liées à la démocratie étudiante : quorums ridiculement bas, faible implication des membres, mauvaise représentativité...

Notre journal est devenu le sujet de l'heure à l'UQAM, particulièrement après le vol de 400 des 1000 copies que nous avions imprimées. Et l'enquête, réalisée par Charles Séguin et Naomie Duckett Zamor, a déplié à certaines associations facultaires, qui nous le font sentir depuis.

Mais elle a donné lieu à un débat à l'UQAM. N'est-ce pas la base d'une saine démocratie étudiante?

Le 7 décembre, plus de 400 membres sont allé(e)s faire valoir leurs points de vue lors d'une assemblée générale (AG) de l'Association facultaire étudiante des arts (AFEA) : une donnée dont s'est vantée cette dernière. Un tel engouement pour une AG de grève à l'UQAM avait rarement été ressenti depuis le début de notre baccalauréat, il y a trois ans.

Quelques semaines plus tard, nous apprenions que des AG de l'Association facultaire de langues

et communication (AFELC) et de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) se déroulaient dorénavant en comodal, dans le but d'accommoder un plus grand nombre de membres.

Les impacts directs de notre enquête ne se sont pas arrêtés là. Le mois passé, l'AFELC a rendu possibles les référendums (avec un quorum de 5 %) dans le but de prendre des décisions qui reflètent davantage la volonté de leurs membres. L'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) et l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) ont créé des comités ad hoc portant respectivement sur les modalités de grève et sur l'accessibilité des AG.

Force est de constater que le

PHILÉMON LA FRENÈRE-PRÉMONT
ET SOPHIE MEDIAVILLA-RIVARD

Montréal Campus a fait bouger les choses à l'UQAM. Et pour le mieux. Donc, camarades, au lieu de nous affubler de *Pallage Campus*, journal de fascistes, méchants racistes, descendants des Martineau, Durocher, Bock-Côté, dites-nous merci.

Les journalistes parlementaires installé(e)s à Québec couvrent la vie politique provinciale. Scandales, investissements, escarmouches au salon Bleu... Toutes les décisions prises par notre gouvernement passent sous leur loupe.

De la même façon, le *Montréal Campus* a son terrain de jeu : l'UQAM. L'université est une microsociété, avec ses propres enjeux et ses représentant(e)s,

qui agissent en quelque sorte comme les politicien(ne)s de la vie étudiante. Ces personnes élues siègent sur les conseils exécutifs des sept associations facultaires de l'UQAM.

Sans média indépendant, qui peut remettre en question ce que ces groupes font de leurs centaines de milliers de dollars et de leur influence?

Nous sommes déçu(e)s de constater, semaine après semaine, que plusieurs associations

refusent de s'ouvrir les yeux et d'admettre que le travail qu'accomplit le *Montréal Campus* fait œuvre utile.

Au contraire, elles se braquent et refusent de nous parler.

Nos journalistes, malgré leur persévérance, se voient refuser à répétition leurs demandes d'entrevue. Lorsqu'ils et elles vont toquer à la porte de l'AFESPED pour obtenir des informations, on leur rit au nez. L'histoire n'est pas plus reluisante à l'AFESH, et à l'AFEA : la grande majorité du temps, c'est motus et bouche cousue.

Ces groupes prétendent défendre les intérêts de la communauté étudiante, mais ils tournent le dos à la tribune que leur offre le *Montréal Campus*.

En se vautrant dans le confort de leur silence, ils cachent la vérité à leurs membres. Camarades, avez-vous conscience qu'en tant qu'élu(e)s, vous avez des comptes à rendre?

Au risque de nous répéter, nous sommes fermement convaincu(e)s de la pertinence d'un journalisme étudiant rigoureux, nuancé et objectif. Là où certaines associations crient à l'acharnement, nous voyons un travail de qualité – travail qui a fait ses preuves.

Camarades, saisissez la main que nous vous tendons. Après tout, nous servons le même objectif : la démocratie étudiante. Soyons ouvert(e)s au dialogue. Quoi qu'il en soit, nous ne cesserons pas de nous intéresser à vos bons (et moins bons) coups.

Au plaisir de vous rendre service à nouveau,

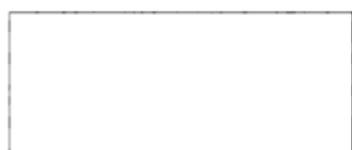
Bonne lecture du journal indépendant des étudiant(e)s de l'UQAM depuis 1980... et pour encore longtemps. ❖



PHOTO CHLOÉ RONDEAU, MONTRÉAL CAMPUS

Rédacteur en chef : Philémon La Frenière-Prémont | **Directrice de l'information :** Sophie Mediavilla-Rivard | **Chargé de projet :** Antoine Pejot-Charrost
Chef(fe)s pupitres Culture : Gabrielle Fallu et Léo Mercier-Ross | **Société :** Zachariel Cossette-LeBlanc et Alice Fournier | **UQAM :** Noémie Laplante et Justin Vaillancourt
Vidéo : Ulysse Desjardins et Félix Rompré | **Radio :** Maylis Roumy et Marilaure Lambert | **Directrices artistiques :** Élisabeth Martineau et Chloé Rondeau | **Vigie de la diversité et médias sociaux :** Naomie Duckett Zamor | **Correcteurs :** Thomas Emmanuel Côté et Charles Séguin | **Photographes :** Layla Bechou et Alexane Taillon-Thiffault | **Impression :** Hebdo-Litho | **Journalistes :** Justine Bertrand, Simon Bérubé, Philip Bossé, Théo Cantin, Jeanne Claveau-Lavolette, Camille Desjardins, Charles Dessureault, Naomie Duckett Zamor, Aurélie Lachapelle, Antoine Pejot-Charrost, Vincent Poirier et Sarah-Jeanne Tremblay.

Prière de recycler ce papier journal



VOL. XLVIII | NO.2 | 3 AVRIL 2024

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accesmedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada



est publié par les Éditions Montréal Camping inc. CP. 8888 succ. Centre-Ville,

Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 438.391.6723

Suivez Montréal Campus sur le web
Site web : www.montrealcampus.ca
Courriel : montrealcampus@gmail.com
Instagram : [@instamontrealcampus](https://www.instagram.com/instamontrealcampus)
X (Twitter) : [@montrealcampus](https://twitter.com/montrealcampus)



SOCIÉTÉ

« Je pensais que c'était dans ma tête »

Avant d'oser en parler, il s'est tué durant des années sur les viols qu'il a subis

CAMILLE DESJARDINS

« Quand on est un homme, on ne se fait pas agresser. On est capable de se défendre. » Nombreux sont les mythes qui doivent encore aujourd'hui être déconstruits concernant les hommes victimes d'agressions sexuelles.

Mathis* avait huit ans lorsqu'il s'est fait agresser pour la première fois. C'était par un proche qu'il ne voyait qu'une fois par année lors de rassemblements familiaux. Selon ses souvenirs, les viols se seraient répétés jusqu'à ses 11 ans.

« Je savais que ce n'était pas normal, mais je ne pouvais pas mettre le mot sur ce qui m'arrivait », se rappelle le jeune homme. Dû à son jeune âge et à l'absence de représentation médiatique de victimes masculines, Mathis a refoulé les ressentis liés à ces années d'agressions sexuelles. « J'étais un garçon, je n'existais pas [dans les descriptions de victimes]. Je pensais que c'était juste dans ma tête. »

Ce n'est qu'à l'automne 2023 que l'étudiant au baccalauréat en études littéraires à l'UQAM s'est finalement ouvert le cœur en revenant sur cette période douloureuse de son enfance. Un texte de six pages portant sur une injustice subie par soi-même ou autrui : voilà la consigne du travail universitaire qui a permis à Mathis d'en parler pour la première fois.

« Malgré le vacarme de la cuisine, rien n'est plus clair que le bruit d'une personne s'extirpant de son lit : *And never mind that noise you heard*. Il est impossible de ne pas voir l'ombre noire sur fond noir marchant vers moi : *It's just the beasts under your bed*. La radio continue de crier : *In your closet, in your head*, mais rien de ce qui suivra sera du monde de l'imaginaire.

L'ombre se jette sur moi, beaucoup plus forte que moi. J'essaie de me débattre - elle menace de tout dévoiler - j'arrête de

me débattre. L'ombre me dira que ce qui m'arrive est de ma faute. Si tout ce qui se passe ce soir est révélé, les gens me détestent et se moqueront de moi. Je la crois, faute de ne pas mieux savoir, et je vais continuer de la croire pendant des années. »

Extrait du travail de Mathis

« En l'écrivant, ça existait. Je ne pouvais pas faire semblant que ce n'était jamais arrivé », affirme-t-il sur un ton des plus doux. La rédaction du texte a été libératrice pour lui et il s'est depuis confié à quelques ami(e)s et certains membres de sa famille, dont sa mère.

Ressentir les contrecoups

Selon Mathis, ces années de violences l'ont surtout affecté lorsque les souvenirs ont refait surface l'automne dernier. À ce moment-là, il a sombré dans

une dépression durant laquelle les pensées suicidaires faisaient partie de son quotidien. Une reprise de contact involontaire avec son agresseur dans la même période est venue rendre le tout encore plus difficile, mais l'étudiant a pu profiter des services psychologiques de l'UQAM.

En reconnaissant avoir été agressé par le passé, l'étudiant arrive maintenant à comprendre certains comportements qu'il a eus à l'adolescence.

« Quand les viols sont tout ce que tu connais, tu t'effaces lorsque tu commences à avoir des relations sexuelles en couple », confie-t-il. Il avait ainsi tendance à repousser les filles qu'il aimait sans trop savoir pourquoi.

« La personne se développe à travers ce traumatisme qu'elle a vécu de manière précoce. Il y a donc encore plus de répercussions sur l'estime de soi, puis sur le rapport aux autres et au monde », explique Hélène Latrille, psychologue et directrice des services cliniques à La Traversée, un organisme de la Montérégie venant en aide aux victimes de violence sexuelle.

Dépression, problèmes d'intimité et stress post-traumatique ; les conséquences visibles sont les mêmes chez les hommes et les femmes. La distinction se trouve plutôt dans les nombreux mythes entourant la masculinité.

Toujours tabou en 2024

Marc-Antoine Lemay, responsable des communications au Centre de ressources et d'intervention pour hommes abusés sexuellement dans leur enfance (CRIPHASE), explique que tous les questionnements émanant de telles expériences sont lourds.

Selon lui, le fait même de parler d'abus sexuels est encore tabou, peu importe le genre de la victime. Les mythes et les préjugés entourant la masculinité viendraient toutefois complexifier la prise de parole des hommes. « Pourquoi n'as-tu pas été capable de te défendre? », lance M. Lemay pour illustrer le genre de réactions teintées d'incompréhension que reçoivent souvent les hommes victimes.

Quand l'auteur du viol est une femme, un autre préjugé concernant le désir sexuel des hommes

entre dans la partie. « L'homme ne sera pas nécessairement pris au sérieux. On va lui dire qu'il a de la chance et que normalement, il devrait toujours avoir des envies et se féliciter d'avoir des rapports sexuels », déplore la psychologue Hélène Latrille.

À son avis, le fait qu'un homme subisse une agression peut encore être perçu comme une faiblesse.

« C'est un tabou dans un tabou. »

Marc-Antoine Lemay, responsable des communications au CRIPHASE

Tous ces préjugés entraîneraient une horde de répercussions sur les victimes telles que la honte et la culpabilité.

« Le fait que ce soit une agression sexuelle n'empêche pas qu'il puisse y avoir une réponse naturelle du corps humain. Il peut décoder favorablement une stimulation aux organes génitaux durant cette violence sexuelle, sans que la personne le veuille », souligne M^{me} Latrille.

De cette façon, la personne ayant subi l'acte peut avoir l'impression d'y avoir participé, ne se considérant donc pas comme une victime.

Marc-Antoine Lemay rappelle que la première étape est d'aller chercher de l'aide. Dans le cadre de son emploi, il dit entendre de nombreux témoignages comme quoi les services du CRIPHASE libèrent les victimes d'agressions « d'un poids important ».

« Plus ces organismes se feront connaître, plus ça permettra à des hommes de trouver le courage d'aller cogner à leur porte », estime Hélène Latrille. 🗨️

*Prénom fictif pour préserver l'anonymat

Si vous avez besoin de soutien ou si vous vous inquiétez pour un(e) proche, de l'aide est disponible :

Ligne ressource pour les victimes d'agression sexuelle : 1-888-933-9007

CRIPHASE : 514 529-5567

#MŌIAUSSI

ILLUSTRATION ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS

Un mineur sur six est victime d'agression sexuelle au Québec, selon le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels.



Game over pour le jeu vidéo québécois?

Plus de 400 employé(e)s québécois(e)s de l'industrie ont perdu leur emploi en 2023

THÉO CANTIN

Julien* a travaillé au service des communications d'Ubisoft jusqu'en 2023. Il fait partie des 72 personnes ayant perdu leur emploi en novembre au cours d'une vague de licenciements dans le studio montréalais.

Dans un courriel envoyé début 2023 à ses employé(e)s, Ubisoft parlait d'une « révision importante de [ses] objectifs financiers pour l'année fiscale 2023-2024 ». Pour ce faire, l'entreprise comptait notamment réduire ses dépenses de plus de 200 millions de dollars en se basant sur « des ajustements organisationnels ciblés ainsi que sur l'attrition naturelle », ce qui consiste à ne pas remplacer les employé(e)s qui prennent leur retraite ou qui démissionnent. De plus, trois projets non annoncés ont été annulés à travers les plus de 45 studios d'Ubisoft.

« La balle est dans votre camp pour réussir à lancer ce programme dans les délais et à la qualité attendue, et montrer ce dont vous êtes capables », ont pu lire les salarié(e)s de la compagnie française dans le courriel. Selon Julien, cette remarque est « passée de travers » auprès de ses collègues et lui. Quelques mois plus tard, Julien et 71 autres personnes perdaient leur emploi. Ubisoft a refusé de commenter la situation auprès du *Montréal Campus*.

Gilles Trudeau, professeur en droit du travail à l'Université de Montréal (UdeM) indique que « quand il est dit que "la balle est dans [leur] camp", c'est comme si les salariés ne performant pas assez ». « Ça laisse supposer que les 200 millions de dollars que l'employeur veut récupérer pourraient l'être si les employé(e)s étaient plus productifs. »

« Ça met de la pression sur les salariés. »

Gilles Trudeau, professeur en droit du travail

Au Québec, les postes de production sont moins touchés par ces coupes, qui se concentrent

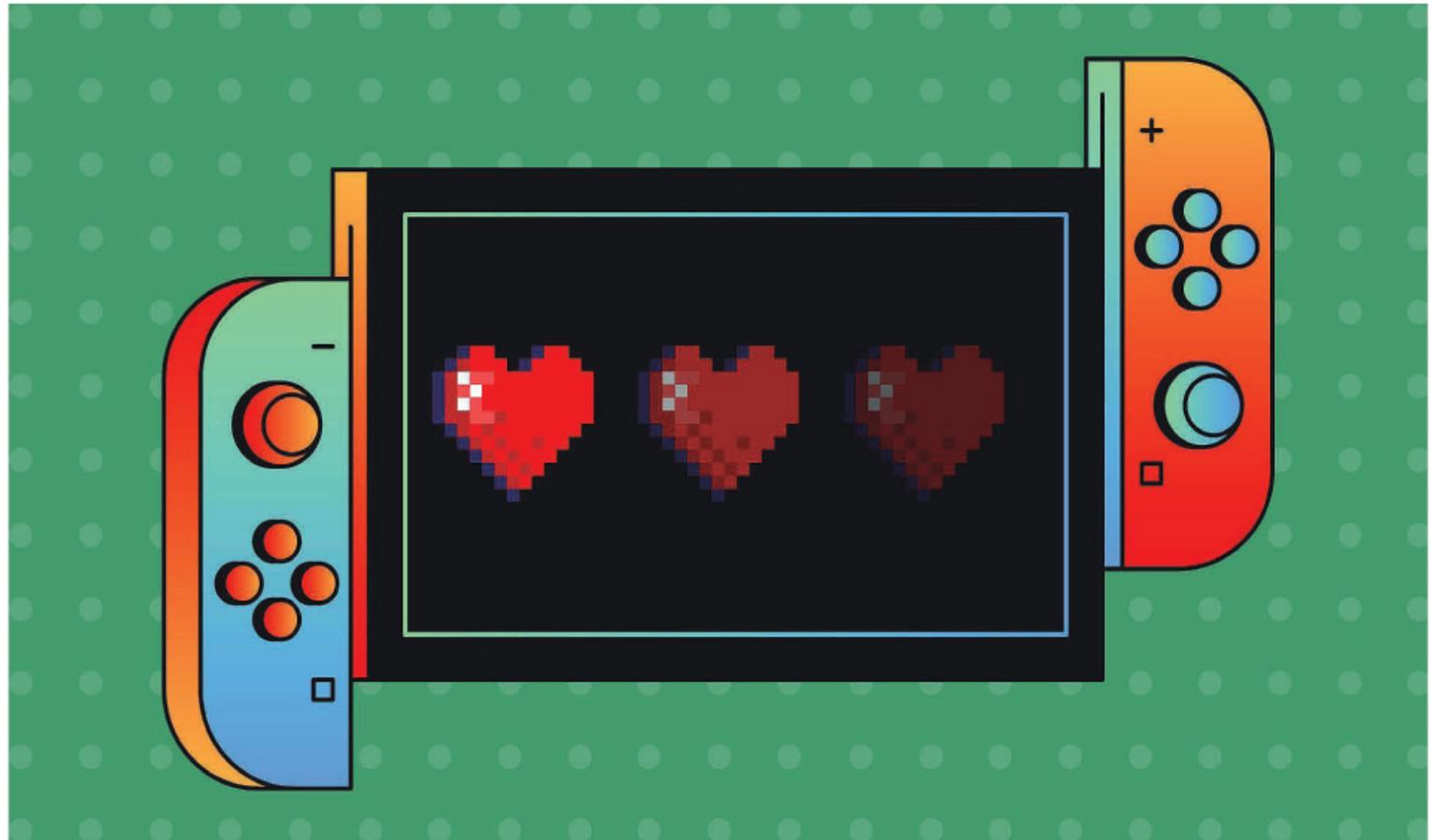


ILLUSTRATION CHLOÉ RONDEAU, MONTRÉAL CAMPUS

Dans un courriel d'Ubisoft envoyé aux employé(e)s, la compagnie dit observer un ralentissement de la croissance du marché dû au contexte économique.

majoritairement dans les services administratifs et dans l'équipe informatique. Jean-Jacques Hermans, président de la Guilde du jeu vidéo du Québec, ne croit pas que ces licenciements affecteront les projets en cours.

Selon lui, l'industrie du jeu vidéo a connu une très forte croissance entre 2018 et 2022 grâce à la pandémie. Toutefois, « on s'attendait tous à ce qu'à un moment donné, le secteur plafonne et que la croissance se stabilise », explique le président de l'organisme qui est le porte-voix des plus de 300 studios québécois auprès du gouvernement canadien et à l'international.

Vie supplémentaire

M. Hermans ne pense pas que le milieu du jeu vidéo québécois se porte mal pour autant, puisque ce n'est pas le seul secteur actuellement touché par d'importantes mises à pied. Que ce soit chez Desjardins ou chez Québecor, le Québec fait face à des vagues de licenciements dans différents domaines.

Les compressions dans l'industrie du jeu vidéo sont vécues à grande échelle. En 2023, ce sont plus de 10 000 postes qui ont été abolis à travers le monde. L'année 2024 ne commence pas mieux, alors

que 6000 emplois ont été supprimés en janvier, d'après le site Game Industry Layoffs.

Tristan St-Arnaud, étudiant à l'École des arts numériques, de l'animation et du design de l'Université du Québec à Chicoutimi, ne s'inquiète pas de ces récentes vagues de licenciement. « L'industrie du jeu vidéo est en très bonne santé et les perspectives d'avenir dans le domaine ne sont pas un questionnement que nous avons. »

Certaines entreprises ne sont pas touchées par ces compressions. Par exemple, la société belge Larian Studios a un bureau à Québec qui compte actuellement 80 employés et espère atteindre le seuil des 100 salariés d'ici la fin de l'année.

Le problème indépendant

L'importante croissance du jeu vidéo québécois s'est fait ressentir par l'effervescence de studios indépendants dans les dernières années. En 2013, il y en avait environ 40 au Québec. Aujourd'hui, leur nombre dépasse 240.

Ces studios n'ont pas le pouvoir économique des grands joueurs du secteur et se doivent d'être économes, notamment dans le nombre d'employé(e)s qu'ils embauchent. Dominic Arsenault,

professeur en jeu vidéo à l'UdeM, explique que ces studios sont obligés de faire une « rotation de main-d'œuvre ».

Il illustre cette rotation en donnant l'exemple d'un designer de jeu. Lorsque la phase de production du design est finie, un petit studio produisant un jeu à la fois ne pourra pas toujours se permettre de conserver cet employé(e). « Si les individus ne sont pas capables de se requalifier dans un rôle secondaire, ça se pourrait qu'on soit obligé de les congédier », souligne le professeur.

À l'inverse, les grands studios ont l'opportunité d'affecter ce salarié à un nouveau projet plutôt que de supprimer son poste. « Ces grands studios offrent aux travailleurs beaucoup plus de stabilité d'emploi », dit-il.

« Milieu désirable et désiré »

Pour l'étudiant Tristan St-Arnaud, « Montréal est l'une des villes les plus prestigieuses dans le domaine. C'est vraiment une fierté que nous devrions porter. » Cette renommée fait en sorte que « c'est un milieu désirable, qui est désiré », selon Dominic Arsenault.

Pourtant, les conditions d'emploi ne sont pas toujours faciles. Le

temps passé au boulot augmente fortement lorsqu'on approche de la date de tombée pour un projet.

C'est aussi un milieu de chiffres. Si le jeu qu'un studio vient de sortir ne se vend pas au nombre

Un service d'aide à la carrière a été offert aux licencié(e)s d'Ubisoft.

d'exemplaires espérés, c'est un échec et le studio peut subir des pertes.

Pour Julien, ancien employé d'Ubisoft, « l'entreprise utilisait le fait que les gens travaillent là pour la gloire et la nostalgie du studio, étant eux-mêmes des fans ». Ubisoft est un des pionniers du jeu vidéo québécois. Le studio s'est installé au Québec en 1997 et a contribué à faire de la province une figure de proue du jeu vidéo mondial. ¹²

*Prénom fictif pour protéger l'anonymat de l'intervenant, qui craint des représailles

Denis Villeneuve : un uqamien à Hollywood

AURÉLIE LACHAPPELLE

Avant d'être sacré cinéaste de la décennie par la Hollywood Critics Association, Denis Villeneuve se promenait jadis dans les couloirs du pavillon Judith-Jasmin. Retour sur le parcours d'un des plus célèbres diplômé(e)s de l'UQAM.

« Pour moi, arriver à l'UQAM, c'était le début du bonheur », raconte d'entrée de jeu Denis Villeneuve. Au tournant des années 1990, le cinéaste en herbe débarque à Montréal pour ses études en communication.

Ayant longtemps hésité entre la science et le cinéma – le réalisateur de *Dune* détient d'ailleurs un diplôme collégial en sciences de la nature –, il choisit finalement de se lancer dans une carrière artistique.

Une fois arrivé dans la métropole québécoise, le jeune homme avide de culture multiplie les sorties au cinéma et dans les festivals.

« J'étais enfin arrivé dans un endroit où il y avait un rapport à la culture important. [...] C'était foisonnant et j'avais un appétit costaud. » La Cinémathèque québécoise et le club vidéo La Boîte Noire représentaient des « sources de ressourcement culturel » pour l'étudiant en communication.

Au sein de l'UQAM, Denis Villeneuve dit s'être senti comme une anomalie. »

Rien de trop grave, ses amis en riaient. « J'ai des professeurs qui ont été très sensibles à ma réalité [et qui], avec un certain humour, ont entrepris de m'éduquer à une autre forme de pensée », se remémore-t-il en ricanant.

Pour le natif de Gentilly (aujourd'hui Bécancour) dans le Centre-du-Québec, un « village de la province » comme il l'appelle affectueusement, cet éveil à une autre forme de pensée a été très riche pour lui. « Pour



PHOTO BENOIT ROUSSEAU, COURTOISIE

Denis Villeneuve a donné une classe de maître aux étudiant(e)s du cours de cinéma enseigné par son ami Denis Chouinard à l'UQAM en décembre 2023.

dire les choses telles qu'elles sont, l'UQAM, c'était plus de gauche », déclare franchement le cinéaste, qui vient d'un milieu plutôt conservateur.

« Sérieusement, je conserve des souvenirs très, très forts de mon passage à l'UQAM », résume Denis Villeneuve.

Travail avec des Québécois

Sur les plateaux hollywoodiens, Denis Villeneuve et le directeur artistique Patrice Vermette partagent « un imaginaire commun ». Puisqu'ils viennent « d'un background » similaire, ils se comprennent avec peu de mots. « Ça accélère le travail à la puissance dix et ça fait en sorte qu'on peut aller beaucoup plus loin », affirme le réalisateur.

Cette connexion s'est également faite avec le Québécois Kristof Brandl, qui a travaillé sur les images du film *Dune : deuxième partie*. « Il y a un partage de la langue, mais aussi de l'esprit », ajoute Denis Villeneuve.

Bien qu'ils ne travaillaient pas sur les mêmes projets, le directeur du programme de cinéma de l'UQAM, Denis Chouinard,

et Denis Villeneuve ont œuvré « côte à côte » vers la fin des années 1990. Les deux cinéastes se sont connus à l'UQAM et ne se sont jamais perdus de vue.

Leur rituel : covoiturage vers le bureau au petit matin, car l'écriture commençait à 5h. Pas le droit de manger... Le sentiment de satiété les aurait amené à être fatigués et blasés. Le duo avait seulement le droit de prendre un espresso noir – un « espresso spartiate », comme ils l'appelaient – pour « fouetter les troupes ». Selon M. Chouinard, quand Denis Villeneuve travaillait, il réfléchissait en silence. Il attendait qu'une ampoule s'allume. « Quand il avait une idée, il se mettait à taper frénétiquement, ça faisait un bruit d'enfer! »

Le 14 décembre 2023, le directeur du programme de cinéma a invité son ami de longue date dans le cadre d'un cours à l'UQAM pour discuter avec les étudiant(e)s de cinéma.

« Un invité mystère », avait-on annoncé aux étudiant(e)s. Il fallait laisser les cellulaires à l'entrée de la salle et aucun enregistrement ni photo n'était permis.

Denis Villeneuve était alors

accompagné d'un corridor humain sécurisé.

« On l'a fait passer par des escaliers obscurs de l'UQAM pour que personne ne le voie », raconte M. Chouinard en riant.

Quand M. Villeneuve est entré dans la salle, la réaction des étudiant(e)s était « explosive », relate le professeur. « C'était magique », lance-t-il.

Des années formatrices

À l'époque où Denis Villeneuve foulait les planchers de l'UQAM, le baccalauréat en communication comprenait deux années de cours généraux et une année de spécialisation. Pendant les deux premières années, le cinéaste a entre autres appris sur les médias, la photographie et le son.

Pendant sa dernière année, il a spécifiquement étudié le cinéma. « Ces cours-là ont nourri ma pensée. »

« Il y avait une fougue à l'UQAM, [...] une énergie qui stimulait la création. » L'expérience concrète des professeur(e)s dans leur domaine était une source d'inspiration très riche pour l'ancien étudiant.

Pour Denis Villeneuve, l'UQAM était un laboratoire, un endroit d'expérimentation, « un endroit où la pensée n'est pas sclérosée, où on essaie de pousser, de découvrir de nouveaux champs ».

« J'ai été vraiment très inspiré par mes études à l'UQAM. »

Denis Villeneuve, cinéaste

« C'est ce que je sentais à l'époque, cette espèce d'immense curiosité. Il y avait un désir d'expérience, d'expérimenter, de pousser les lignes de la pensée que j'aimais beaucoup », souligne le réalisateur, qui a reçu un doctorat honorifique de l'UQAM en 2017. ¹⁵



CHRONIQUE

L'OMERTA
UNIVERSITAIRE

NOÉMIE LAPLANTE

Dans les coulisses médiatiques de l'UQAM, la quête d'information des journalistes étudiant(e)s se heurte à un mur d'indifférence. Entre refus d'entrevues, délais interminables et politique « antimédias » de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH), l'accès à l'information devient un parcours ardu.

Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM, affirme qu'elle reçoit une centaine de demandes d'informations et d'entrevues par année. « La grande majorité » des journalistes n'obtient pas d'entrevue, même si M^{me} Desrochers souligne que toutes les demandes sont traitées. « Ça peut être insatisfaisant pour les demandeurs, admet-elle. Parfois je n'ai pas l'information. »

En ce qui a trait aux demandes des étudiant(e)s qui ne sont pas affilié(e)s à un média, « je n'ai pas le temps pour ça », avoue-t-elle.

Nos journalistes se heurtent à de pires barricades lorsqu'ils et elles interrogent avec les associations étudiantes.

Camille Desjardins, journaliste stagiaire au *Montréal Campus*, souhaitait assister à une assemblée générale de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED). Après s'être fait promettre l'accès par Rémi Grenier, responsable aux communications et à l'information de l'AFESPED jusqu'au 31 mars 2024, elle s'est finalement vue officiellement refuser l'entrée après que les étudiant(e)s ont voté son exclusion, une disposition prévue à l'article 35 de leur code de procédure.

L'AFESH a quant à elle adopté une politique « antimédias », c'est-à-dire qu'elle refuse de s'entretenir avec les journalistes. La coordinatrice de l'AFESH – qui refuse aussi catégoriquement de dévoiler son identité – confirme : « On s'abstient de commenter, on souhaite rester à part de cette dynamique. »

Dans les rares cas où les associations acceptent de nous parler, l'anonymat est souvent réclamé. Accorder l'anonymat à des sources dans le cadre d'un texte journalistique met en doute la crédibilité même du témoignage et la fiabilité de l'article. C'est à prendre avec des pincettes.

De plus, en tant qu'élue(s), les membres du comité exécutif se doivent d'informer et d'expliquer leurs décisions aux étudiant(e)s qu'ils et elles représentent. Ce qui devient impossible en refusant les demandes d'entrevue et en réclamant l'anonymat.

Les demandes d'accès à l'information représentent un autre moyen pour les journalistes de creuser certaines questions. Ce processus permet d'obtenir des documents provenant d'une institution publique.

À titre d'exemple, pendant la session d'automne 2023, un journal étudiant de l'Université Concordia, *The Concordian*, a envoyé une demande d'accès à l'information à son Université. À sa grande surprise, le journal a reçu comme réponse une mise en demeure de l'Université. La situation ressemble plus à une tentative d'intimidation qu'à autre chose...

L'étudiante Emma Melegas, qui a effectué la demande d'accès à l'information, décrit l'expérience comme ayant été « anxieuse ». Heureusement, la situation est maintenant réglée et aucune poursuite n'a été entamée contre *The Concordian*.

À l'UQAM, Jenny Desrochers affirme que 95 % des demandes d'accès à l'information que l'université reçoit obtiennent une réponse dans les délais prescrits par la loi, soit 30 jours.

Après un passage dans le milieu professionnel, j'ai constaté sans surprise que les gens sont souvent plus disposés à vous parler lorsque votre nom est rattaché à un média connu du grand public.

Puisque le *Montréal Campus* est un média étudiant, des demandes d'entrevues nous sont souvent refusées et les délais de réponse sont parfois déraisonnables. Je sens que nous ramons à contre-courant.

L'intérêt public doit dicter nos décisions, ce qui implique de traiter de sujets qui vont à l'encontre des souhaits de certaines associations et de la direction de l'UQAM.

S'entretenir avec les médias est une chose délicate, j'en conviens. Or, une politique du silence nuit aux journalistes et à la démocratie étudiante, que nous essayons tant bien que mal de défendre. ♦

CHARLES DESSUREAULT

Les futur(e)s enseignant(e)s d'éducation physique de l'UQAM souhaitent se départir d'une réputation qui teinte leur programme : celle du « bac en ballons ». Sur le marché du travail, ces pédagogues cherchent une reconnaissance et une valorisation à la hauteur de leurs efforts, pour le bien des élèves.

« Se faire dire "bac en ballons", ça fait quand même mal. On fait un baccalauréat de quatre ans comme tous les autres professeurs, mais on n'est pas pris au sérieux », déplore Vincent Carpentier, étudiant au baccalauréat d'intervention en activité physique, profil enseignement de l'éducation physique et à la santé (EPS) de l'UQAM. « C'est exactement la raison pour laquelle on fait un baccalauréat de quatre ans, pour ne pas enseigner le ballon-chasseur. »

L'expression « bac en ballons » suggère que le programme universitaire d'EPS serait facile et apprendrait seulement à animer des activités dans un gymnase.

Hugo Beausoleil, professeur associé au Département des sciences de l'activité physique de l'UQAM, explique que cette réputation est causée par la confusion entre la forme et le fond du programme. « S'ils passent devant le gymnase, ils nous voient jouer au ballon, mais ce qu'on fait réellement, c'est apprendre les tâches d'apprentissage qu'on doit donner aux jeunes. C'est en le vivant qu'on peut mieux l'enseigner. »

Au Québec, le programme d'EPS englobe trois compétences interreliées à développer : agir et interagir dans divers contextes de pratiques d'activités physiques ainsi qu'adopter un mode de vie sain et actif. Cette formule permet au personnel enseignant de s'adapter à sa clientèle, son environnement et ses ressources.

« Valoriser les bons profs »

Un(e) enseignant(e) peut donc choisir la manière d'augmenter l'éventail d'actions motrices chez l'élève. « Puisque c'est tellement libre comme matière, c'est facile de ne rien faire et personne ne va venir vérifier la qualité de ton enseignement », constate David Latendresse, enseignant au

Déconstruire le mythe
du « bac en ballons »

PHOTO CHLOÉ RONDEAU, MONTRÉAL CAMPUS

À l'automne 2023, 230 étudiant(e)s ont été admis(es) dans le programme d'EPS.

primaire en éducation physique depuis 2016.

À l'opposé se trouve une majorité de professeur(e)s qui font preuve de créativité, amenant les jeunes à essayer une diversité d'activités physiques. Martin*, un conseiller pédagogique en EPS dans un Centre de services scolaire (CSS) du Grand Montréal, indique cependant qu'il n'y a actuellement « aucun mécanisme pour valoriser les bons profs » au sein des CSS. « La seule chose qui fait

son répertoire moteur, ses habiletés sociales, sa confiance en soi, son sentiment de compétence, tout ça devant les autres », explique Claudia Verret, directrice du programme de baccalauréat d'intervention en activité physique de l'UQAM. « Ce sont plusieurs apprentissages qui ne se retrouvent pas dans sa note, mais qui font partie des apprentissages importants de la vie. »

Selon Claudia Verret, « il n'y a pas assez de périodes d'éducation physique ». Du même avis, Hugo Beausoleil estime que les élèves n'ont qu'un minimum de 40 heures d'éducation physique dans une année scolaire. « Valoriser l'éducation physique coûte cher, parce que ça prend des gymnases, et les gymnases sont saturés actuellement », dit-il. Quant à eux et elles, les professeur(e)s d'éducation physique demandent davantage de périodes, d'installations et de main-d'œuvre.

Malgré tout, David Latendresse constate une certaine volonté politique de prôner l'activité physique par des mesures qui incitent les écoles à réaliser des projets sportifs en dehors des périodes allouées.

Depuis 2021, le ministère de l'Éducation assigne un budget de 80 millions par année exclusivement réservé au « soutien additionnel à la consolidation des apprentissages et à l'engagement scolaire », ce qui inclut des activités parascolaires sportives, artistiques et académiques.

M. Beausoleil reste optimiste. « Aujourd'hui, je vois une grande progression, autant dans l'opinion publique que chez les profs et chez nos étudiants : ils sont là pour la bonne cause. C'est par les jeunes que viendra la révolution. »

*Prénom fictif pour protéger l'anonymat de l'intervenant, qui craint des représailles

« L'éducation
physique
n'est pas une
priorité. »

Martin,
conseiller pédagogique en EPS

une différence, c'est l'ancienneté. »

Patrick Daigle, chargé de cours au baccalauréat d'intervention en activité physique, profil EPS à l'UQAM, se sert de la mauvaise réputation du programme comme levier pour inciter ses étudiant(e)s à faire des cours à l'extérieur, à être créatifs et créatives et à sortir de leur zone de confort. « Il y a un enjeu qui est réel. Il y a des profs qui agissent comme des animateurs de camp de vacances, qui sifflent et lancent un ballon pour faire courir les enfants, et qui ne viseront pas nécessairement le développement qu'on attend chez l'élève », dénonce-t-il.

Une importance méconnue

Les périodes d'activité physique ne servent pas qu'à faire bouger les jeunes. « C'est à peu près le seul endroit où l'enfant va développer



La « Métamorphose » de la bibliothèque

THÉO CANTIN

Entre 2019 et 2023, la fréquentation annuelle des bibliothèques de l'UQAM a diminué de moitié. Parallèlement, le projet Métamorphose aspire à rendre l'endroit plus moderne pour la communauté étudiante.

« C'est quand même un bâtiment des années 1970. La bibliothèque centrale, dans l'état actuel, a besoin d'une modernisation », déclare Frédéric Giuliano, directeur général du Service des bibliothèques de l'UQAM. Ce qu'il envisage : un endroit moderne, défiant les codes de la bibliothèque traditionnelle.

Camille Groleau, étudiante en droit à l'UQAM, espère que la bibliothèque sera plus « conviviale » à l'avenir. « On a vraiment plus tendance à faire les travaux d'équipe à distance ou à l'UQAM, mais en dehors de la bibliothèque. »

« La bibliothèque du silence, c'est quelque chose de dépassé », soutient M. Giuliano. Ainsi, de nouvelles zones de socialisation, qui permettront aux étudiant(e)s de parler à voix haute, sont prévues. Ces zones ont pour but d'inciter les étudiant(e)s à travailler dans la bibliothèque. D'autres modifications sont envisagées, comme l'aménagement d'une plus grande entrée de lumière naturelle et d'un espace pour les cycles supérieurs.

Une importante consultation étudiante a été effectuée entre le 23 janvier et le 21 février par l'UQAM afin de comprendre les souhaits des uqamiens(ne)s. Plus de 2200 réponses ont été recueillies. L'équipe du Service des bibliothèques est en train d'analyser ces données pour établir un plan précis des modifications qui seront apportées dans

les prochaines années. M. Giuliano pense qu'il est possible que les chantiers débutent vers 2025 ou 2026.

Trois principales sources de financement seront utilisées pour payer l'important projet. D'abord, une campagne philanthropique est déjà lancée pour récolter des dons. Une autre partie sera financée par l'UQAM. Le gouvernement provincial pourrait aider le financement du projet, « probablement via le ministère de l'Enseignement supérieur », selon M. Giuliano. Aucun budget clair n'a encore été déterminé.

À deux pas, la modernité

La Grande Bibliothèque, à quelques dizaines de mètres de l'UQAM, s'est modernisée au cours des dernières années. Les utilisateurs et utilisatrices peuvent aller jouer des instruments de musique dans une salle dédiée à cet effet. Des machines à coudre sont aussi disponibles sur place. Martin Dubois, directeur général de la Grande Bibliothèque, rappelle toutefois que « les collections physiques et numériques ainsi que les prêts demeurent le cœur de notre activité. »

L'UQAM cherche aussi à proposer une expérience différente de ce qu'une bibliothèque traditionnelle offre. « On veut que ça devienne un lieu de vie, que la communauté étudiante ne l'utilise plus que pour chercher un livre ou effectuer un travail, mais que ça devienne l'endroit où aller pour tout le monde sur le campus », affirme M. Giuliano.

Camille Groleau trouve déjà la bibliothèque « super belle », mais l'utiliserait de manière plus régulière si les rénovations avaient déjà eu lieu. « Pour l'instant, j'y

vais quand j'ai vraiment besoin de me concentrer toute une journée ou une demi-journée, surtout en période d'examen. »

Se marcher sur les pieds?

Trois bibliothèques avoisinent le métro Berri-UQAM : celle de l'université, la Grande Bibliothèque et celle du cégep du Vieux Montréal. Toutefois, M. Dubois ne pense pas que ce soit trop. « Il n'y a jamais assez de bibliothèques! », s'exclame-t-il.

Selon lui, chacune sert un but différent. Celles des deux établissements d'enseignement sont plutôt utilisées par leur communauté étudiante respective, tandis que la Grande Bibliothèque est une institution publique ouverte à tous et à toutes. D'ailleurs, le réseau Wi-Fi eduroam est maintenant disponible à la Grande Bibliothèque, facilitant la vie aux étudiant(e)s universitaires.

De plus, les nouveaux projets de bibliothèque servent d'inspiration aux autres. Le directeur de la Grande Bibliothèque remarque une « compétition positive » entre les différents établissements. Par exemple, il est inspiré par la bibliothèque Gabrielle-Roy à Québec, qui a récemment connu d'importantes rénovations. Selon M. Dubois, « en gardant le même nombre de livres, ils ont ajouté 25% d'espace pour le public ». Réduire l'étendue de la collection physique en augmentant l'espace de travail disponible est une vision qui anime les bibliothèques modernes.

Cet esprit collaboratif est aussi présent à travers le Partenariat des bibliothèques universitaires du Québec. Ce regroupement inclus 19 bibliothèques universitaires qui partagent ensemble le catalogue de recherche Sofia. 📖

CHRONIQUE

LES PARENTS PAUVRES DE L'INFRASTRUCTURE

JUSTIN VAILLANCOURT

Entre deux cours, je me perds dans mes pensées en rêvant à une université lumineuse, confortable et entourée d'espaces verts. Je suis rapidement ramené à la réalité par la brutalité de l'architecture uqamienne.

Détrompez-vous! L'UQAM a de beaux recoins! Pour avoir visité à quelques reprises le Complexe des sciences Pierre-Dansereau, je suis toujours surpris par la qualité de ses espaces. L'endroit a tout pour lui. Espaces verts, modernité, wow! J'aimerais avoir l'occasion de le fréquenter davantage.

C'est que les nouveaux espaces sont plus rarement réservés aux étudiant(e)s en arts, en sciences humaines ou en communications, comme moi. Nous devons nous contenter des mêmes corridors que nos parents et nos grands-parents ont fréquentés.

Si la qualité de ces programmes de l'UQAM est souvent vantée, la modernité leur est moins souvent associée, comme si les sciences humaines ne méritaient jamais mieux que de vieux locaux en décrépitude.

Je ne pense pas que cette situation soit le résultat d'une négligence de la direction de l'UQAM envers les étudiant(e)s du pavillon principal. Après tout, les pavillons moins attirants esthétiquement doivent bien être fréquentés par certains groupes.

Jonathan Saint-Jean, directeur du Service de planification et des projets immobiliers, m'a d'ailleurs listé plusieurs projets de réaménagement réalisés pour profiter à des étudiant(e)s qui fréquentent le pavillon Judith-Jasmin. La rénovation de la cafétéria Hubert-Aquin est un bon exemple de cette modernisation.

Il m'explique aussi que si les espaces semblent vétustes pour certain(e)s étudiant(e)s, c'est que les besoins ont bien changé depuis les années 1970.

À l'époque, personne n'avait besoin de charger un téléphone portable ou un ordinateur, alors qu'aujourd'hui, c'est la norme d'avoir des prises. Une explication tout à fait logique, surtout en considérant que la direction de l'UQAM doit faire ce qu'elle peut avec un financement parfois difficile à trouver pour moderniser ses espaces.

Pensons à la bibliothèque centrale de l'UQAM. Dans l'état actuel des choses, elle peine à attirer les étudiant(e)s entre ses murs pour une séance d'étude. Pourquoi s'installer dans un endroit désuet, vieillot et qui ne donne pas le goût d'y passer du temps?

Outre les quelques cafés étudiants, qui ne sont d'ailleurs pas sous la responsabilité de l'UQAM, les espaces de socialisation s'avèrent plutôt vétustes dans l'université.

Pas convaincu(e)? Voici une petite liste de reproches souvent entendus au détour d'un corridor brunâtre. Manque de prises électriques et d'espace silencieux de type cubicules, repose-fesses inconfortables, salles de classe qui manquent parfois de chaises, absence de lumière naturelle à plusieurs endroits, et j'en passe. Le tout sans faire mention des espaces extérieurs, abruptement hostiles, à l'image du Quartier latin.

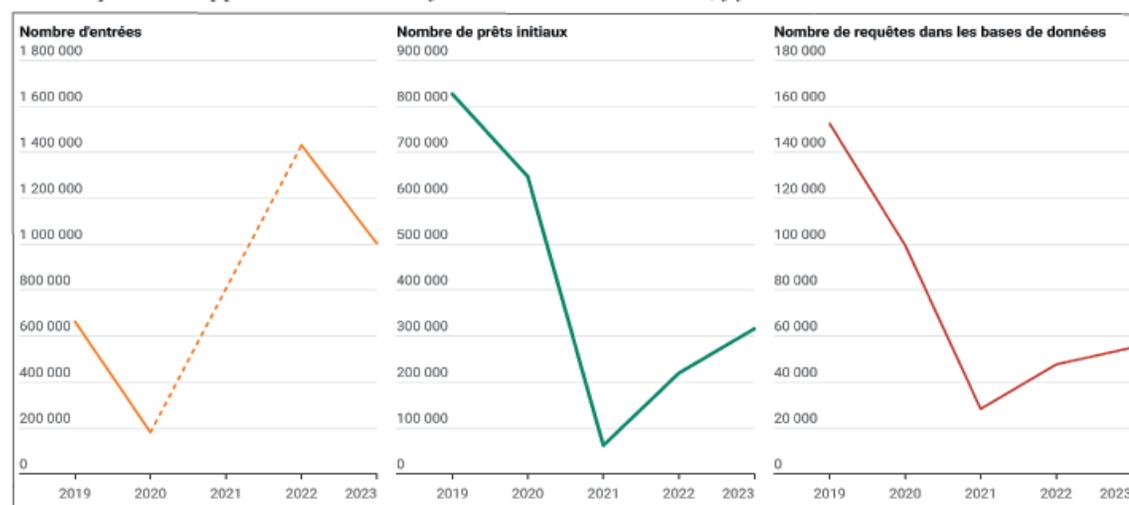
Ce genre d'espaces donne-t-il réellement l'envie aux étudiant(e)s de passer du temps à l'université du peuple? Je ne pense pas.

L'année dernière, l'UQAM demandait à certaines associations étudiantes de déménager afin de procéder au réaménagement de certains espaces. S'en était suivi un tollé : inimaginable de déménager, selon plusieurs groupes étudiants.

Il est cependant impensable que l'UQAM devienne plus belle en criant ciseaux. Pour réellement embellir l'espace de vie étudiant, certains sacrifices doivent être faits. Les travaux, même si parfois gênants, devraient être mieux accueillis, parce que sans eux, aucune transformation n'est possible. « On a à cœur les besoins des étudiants », m'a quant à lui assuré Jonathan Saint-Jean.

La qualité de l'espace n'est cependant pas un fardeau qui incombe seulement à la direction de l'UQAM. Si nous voulons un beau milieu de vie, tous et toutes devraient se sentir investi(e)s de la mission d'embellir l'université. Les cafés étudiants en sont un excellent exemple.

Enfin, dans environ un an, si tout se passe bien, je quitterai les corridors de l'UQAM. Sans vouloir avoir l'air pessimiste, je doute que des transformations majeures s'effectuent au cours de la prochaine année. Il ne me reste qu'à espérer que les étudiant(e)s du futur auront droit à une belle université. ❖





Étudiant(e)s ou client(e)s?

La présence de marques privées sur le campus divise les uqamien(ne)s

VINCENT POIRIER

Les nombreux partenariats entre l'UQAM et des entreprises à but lucratif suscitent un questionnement éthique quant à leur limite.

Ces dernières années, l'UQAM a considérablement élargi son éventail de partenariats avec des sociétés commerciales. Cette expansion offre aux membres de sa communauté une diversité accrue d'options d'achat.

En plus de ces marques associées, une panoplie d'entreprises privées vend ses produits entre les murs de l'université.

Étudiant en scénarisation à l'UQAM, Nathan Lauzon ne pense pas que la présence de ce genre de compagnies perturbe l'équilibre de l'environnement éducatif de l'établissement.

Il affirme « ne quasiment pas les remarquer » lorsqu'il se promène sur le campus. « On met les pieds à l'extérieur et la ville

regorge de magasins. Tant que ces compagnies privées n'inondent pas l'école avec leurs services, c'est bien correct. »

Moyens de mobilisation

Pour l'étudiante Ophélie Boismenu, le ressenti est tout autre. Défavorable à la présence de sociétés commerciales au sein de son université, elle préfère quand l'UQAM privilégie les organismes à but non lucratif ou encourage des partenariats entre les divers cafés étudiants et des petites entreprises locales.

En septembre 2012, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) a réclamé lors d'une assemblée générale la disparition totale des entreprises à but lucratif sur le campus.

Questionnée sur une potentielle prise de position plus récente, l'AFESH explique que « ce n'est pas une campagne active du conseil exécutif ». L'Association

facultaire de langues et communication (AFELC) a, de son côté, reconnu que ses membres n'ont pas décidé d'une position claire sur le sujet.

La présence de ces marques au sein de l'université influence les décisions de la direction, selon Karim de l'AFELC.

Par exemple, son association est impliquée dans la campagne BDS (Boycott, désinvestissement et sanction) qui vise les entreprises soutenant Israël. Certaines d'entre elles, dont PepsiCo et Coca-Cola, sont présentes sur le campus.

Karim croit que l'UQAM n'accorde pas une importance suffisante aux revendications de l'AFELC, qui réclame le boycott de ces compagnies.

« L'Université et les compagnies marchent ensemble. »

Karim,
de l'AFELC

Au sujet des partenariats entre l'Université et certaines entreprises, la directrice des relations de presse de l'UQAM, Jenny Desrochers, explique que « la politique d'approvisionnement responsable balise les achats de biens et de services effectués par l'UQAM ».

Elle souligne que cette politique respecte les dispositions de la *Loi sur les contrats des organismes publics* qui stipule qu'un « organisme public peut conclure avec un contractant privé dans le but d'une commandite ».

Selon la directrice des relations de presse, « rien n'interdit à l'UQAM de faire l'acquisition de biens de marques ».

Encourager le local

Dans sa volonté de plaire à la communauté uqamienne, l'Université favorise les partenariats avec des entreprises locales, souligne M^{me} Desrochers.



PHOTO ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS

La Bonne Élève est en vente à l'UQAM depuis le 5 septembre 2023.

D'une part, ces affiliations procurent des avantages financiers importants dans un contexte où les financements publics sont souvent limités pour l'UQAM par rapport à d'autres universités.

D'autre part, M^{me} Desrochers indique que des entreprises locales partenaires comme Cano, avec ses contenants réutilisables, et Sushi Shop, avec ses emballages écologiques, démontrent « des efforts importants envers l'écoresponsabilité et le développement durable » de l'UQAM.

Cette approche s'inscrit parfaitement, selon elle, dans la ligne directrice des Services alimentaires de l'UQAM, qui privilégie activement les principes d'approvisionnement local.

L'UQAM comme vitrine

La compagnie québécoise Gutsy Kombucha profite de son partenariat avec l'UQAM pour agrandir son bassin de consommateurs et consommatrices. Ses boissons sont notamment disponibles au café étudiant Salon G et à la cafétéria Hubert-Aquin.

« Le Salon G nous avait approchés il y a quelques années, parce qu'il voulait encourager les produits des marques québécoises et offrir une alternative santé à leur clientèle », indique Pierrich Picard, cofondateur de Gutsy Kombucha.

Pour la cafétéria, les communications se sont effectuées par l'entremise d'un distributeur. « Les Services alimentaires de l'UQAM nous ont ensuite approchés [pour les mêmes raisons que le Salon G] », raconte l'homme d'affaires.

La forte concentration de gens à l'UQAM permet à la compagnie de conquérir une nouvelle clientèle et d'augmenter en popularité.

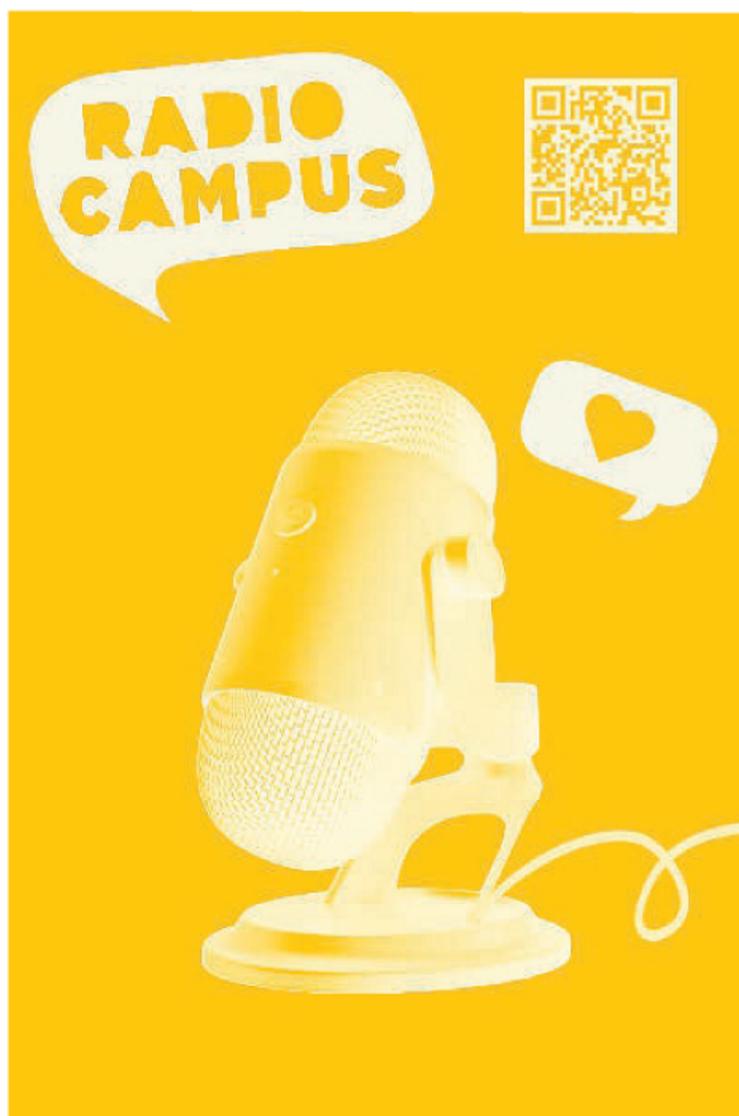
« [Les étudiants] sont les futurs consommateurs, c'est sûr qu'on veut bâtir une relation à long terme. »

Pierrich Picard,
cofondateur de
Gutsy Kombucha

Distribuant leurs produits sur les multiples campus de l'UQAM, la compagnie autrichienne Red Bull propose un programme intitulé Ambassadeur étudiant Red Bull visant à « faire connaître l'image de marque » aux étudiant(e)s.

Sur leur site web, il est mentionné que l'objectif du programme est « d'aller chercher de nouveaux consommateurs, de stimuler les ventes et de gérer la marque Red Bull dans le territoire universitaire ».

Contactés afin de clarifier l'impact de ce programme sur les ventes de l'entreprise, les représentant(e)s commerciaux de Red Bull n'ont pas donné suite aux demandes d'interview de *Montréal Campus*. ¹⁵





L'AFESPED conserve sa représentativité

ANTOINE PEJOT-CHARROST

Le camp du « Oui » a remporté le référendum de confiance de l'Association facultaire des étudiants et étudiantes en science politique et en droit (AFESPED) qui s'est tenu du 21 au 28 mars. L'association demeure donc reconnue par l'UQAM et bénéficie toujours des cotisations étudiantes.

L'AFESPED a annoncé le 28 mars la victoire du « Oui » à 69 % contre le « Non » à 31 %. Le taux de participation des membres s'est élevé à près de 30 %, plus du double du quorum requis, d'après les chiffres mis en ligne par l'association.

Pour Rémi Grenier, responsable aux communications et à l'information de l'association facultaire jusqu'au 31 mars 2024, les résultats sont encourageants, mais il reste du chemin à faire. « On est satisfait des résultats, 69 %, ce n'est pas rien, mais il reste un bon nombre de membres qui ont voté non. On a eu des commentaires sur ce qui

fonctionnait moins et on les prend en considération », affirme-t-il.

« Plusieurs de nos membres avaient peur de perdre leurs assurances et une défaite au référendum aurait rajouté beaucoup de poids sur les épaules des associations modulaires », ajoute l'ex-membre exécutif de l'AFESPED. En 2015, l'association facultaire avait perdu sa reconnaissance au sein de l'UQAM, ce qui signifiait qu'elle ne pouvait plus toucher aux cotisations étudiantes. « Rapidement, les membres se sont rendu compte qu'ils avaient encore besoin de l'AFESPED », selon Rémi Grenier. L'association a retrouvé son statut à l'hiver 2017 à la suite d'un référendum.

Dans la bonne direction

L'Association modulaire des étudiants et étudiantes de droit (AED) désirait plus de représentativité pour ses membres. D'après Jean-Victor Simoneau, coordonnateur des affaires externes de l'AED, le résultat du référendum importe peu

en comparaison aux avancées qui ont été faites à l'AFESPED dans les dernières semaines.

« Le référendum a été un bon levier pour arriver à nos fins, soit augmenter les différentes formes de représentation », déclare Jean-Victor Simoneau.

Au cours des dernières semaines, l'AFESPED a fait passer le quorum nécessaire pour voter une grève de 2 % à 6 %.

De plus, ses assemblées générales (AG) se déroulent désormais en comodal. « L'idée d'augmenter le quorum et de rendre les AG comodales était déjà dans les plans depuis un petit bout et des personnes de l'exécutif étaient en train de mettre en place ces mesures », précise Rémi Grenier.

Prioriser le dialogue

Le référendum a été lancé sans préavis et aurait pu être évité, selon Rémi Grenier. Il croit que le vote référendaire est un outil démocratique bien moins efficace que les AG,



ILLUSTRATION ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS

L'AFESPED a couvert les couloirs de l'UQAM d'affiches décorées d'agrumes faisant la promotion du camp du « Oui ».

qui sont plus favorable au dialogue.

« On a très peu entendu le camp du « Non » pendant la campagne référendaire et on trouve ça dommage qu'il n'y ait pas eu ces discussions en AG », soutient-il. Jean-Victor Simoneau croit lui aussi que tout ce processus référendaire aurait pu être évité si les propositions de l'AED au Comité intermodulaire n'étaient pas toujours rejetées.

Le Comité intermodulaire est l'instance de coordination et de discussion entre les associations

modulaires de la faculté.

« L'AFESPED a mis beaucoup d'énergie militante qui aurait pu être évitée si on nous avait écoutés plus tôt. Malgré tout, l'AED ne souhaite pas la chute de l'AFESPED », conclut-il. Rémi Grenier affirme de son côté qu'il n'a jamais eu conscience de telles demandes de l'AED.

« On a vu des membres s'impliquer pour la première fois », déclare Rémi Grenier, qui espère que cette effervescence militante ne mourra pas. ☺

L'argent des étudiant(e)s s'envole à Atlanta

NAOMIE DUCKETT ZAMOR
ET AURÉLIE LACHAPPELLE

Trois associations facultaires de l'UQAM ont déboursé jusqu'à 11 000 \$ de cotisations étudiantes pour financer la défense de personnes accusées de « terrorisme intérieur » aux États-Unis, selon leurs procès-verbaux.

Quelque 23 personnes ont été arrêtées et inculpées en mars 2023 pour avoir incendié de la machinerie, jeté des pierres, des briques, des cocktails Molotov et des feux d'artifice sur des agent(e)s de police à Atlanta.

Aucune des personnes arrêtées n'était étudiante à l'UQAM. Seulement une d'entre elles était canadienne.

Les chefs d'accusation de « terrorisme intérieur » sont passibles de 35 ans de prison.

Ces individus manifestaient sur le futur site d'un méga centre de formation pour la police d'Atlanta

pour lequel une forêt devrait être partiellement rasée.

Les violences ont eu lieu lors d'un festival organisé par le groupe Defend the Atlanta Forest. Quelques semaines plus tôt, un militant de 26 ans avait été tué par un policier.

Entre le 23 mars et le 12 avril 2023, l'Association facultaire étudiante des arts (AFEA), l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation (ADEESE) et l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH) auraient versé un montant combiné s'élevant jusqu'à 11 000 \$ à la campagne de soutien aux accusé(e)s d'Atlanta.

Décision à quorum « moral »

Tel qu'inscrit dans le procès-verbal de l'AG du 5 avril 2023, l'AFEA a fait « un don de 2000 \$ à Solidarity Atlanta Mtl via le fonds d'autodéfense juridique de la CLAC [Convergence des luttes anticapitalistes] afin de couvrir les frais reliés à la défense et à la détention des camarades et amis-es arrêté(es) ».

La CLAC est un groupe militant « qui s'oppos[e] à la violence de l'État et du capital ».

Il nous a été impossible de trouver quelque information sur le groupe Solidarity Atlanta Mtl; l'organisation n'a pas de numéro, ni de site web ni de page Facebook ou Instagram. Elle n'est pas enregistrée au registre des entreprises.

La décision a été prise alors que l'AG était tenue à quorum « moral ».

Cette disposition permet aux membres présent(e)s de prendre des décisions, peu importe leur nombre. Il n'est donc pas nécessaire d'atteindre le quorum prévu dans les règlements généraux.

Une information perdue

De son côté, l'ADEESE a cotisé jusqu'à 4000 \$ pour appuyer « logistiquement et financièrement les initiatives de solidarité », peut-on lire dans un procès-verbal d'une AG également tenue à quorum « moral ».

L'association n'est pas en mesure de confirmer si le don a bel et bien été envoyé. Toutefois,

puisque cette décision a été votée en AG, elle doit être « appliquée par le comité exécutif », a indiqué l'ADEESE par courriel. « [C]onsidérant nos méthodes de fonctionnement et [nos règlements généraux], c'est ce qui est le plus probable. »

Pour justifier ce flou, l'association explique que la majorité des membres des comités exécutifs change chaque année. « C'est une période très courte où ces informations auraient été transmises, dans un moment où il y en a beaucoup à dire et à faire », précise l'ADEESE. Selon un membre impliqué au sein de l'ADEESE qui a demandé l'anonymat par peur de

représailles, cette dépense « est en accord avec les positions de l'ADEESE ». Dans son budget, l'association prévoit 20 000 \$ pour les « subventions à d'autres organismes externes », Wexplique-t-il.

Quant à elle, l'AFESH a cotisé 5000 \$ pour « rembourser les coûts d'organisation d'une levée de fond (vente de chandails, événements, etc.) » pour les arreté(e)s de la forêt d'Atlanta, tel qu'indiqué dans un procès-verbal disponible sur son site web.

L'AFESH et l'AFEA ont refusé de répondre à nos questions. L'AFESH affirme s'être prévalué d'un mandat qui vise à ne pas parler aux journalistes. ☺



PHOTO ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS

La CLAC regroupe des organisations universitaires comme le GRIP-UQAM.



SOCIÉTÉ

La jeunesse québécoise critique envers le système politique

SIMON BÉRUBÉ

Malgré sa faible participation électorale, la jeunesse québécoise est de plus en plus engagée politiquement.

Étudiante de 19 ans au Cégep de l'Outaouais, Stéphanie Roux voit une corrélation directe entre son engagement et son amour pour le Québec. « J'aime le Québec, j'aime être au courant de toute l'actualité en lien avec d'où je viens et en lien avec mon identité québécoise », déclare-t-elle fièrement.

Saad Assabar, étudiant à l'Université Laval ayant participé à plusieurs éditions du Parlement étudiant du Québec, perçoit l'engagement politique comme un geste d'affirmation démocratique. « Si c'est quelque chose à laquelle on ne s'intéresse pas, on autorise d'autres personnes à prendre des décisions à notre place », déclare l'étudiant au baccalauréat en génie logiciel.

Diversité d'intérêt

Les causes politiques qui touchent les jeunes sont variées. Arno Ménard, vendeur de 20 ans, et Saad Assabar se préoccupent de la hausse du coût de la vie et de la qualité de l'éducation.

Rafaëlle Létourneau, étudiante en communication, politique et société à l'UQAM, et Stéphanie Roux aimeraient quant à elles voir plus de gestes concrets pour l'environnement, sempiternel cheval de bataille de leur génération.

Jugées conservatrices par les jeunes rencontré(e)s par le *Montréal Campus*, les positions du gouvernement Legault sur la plupart de ces enjeux ne leur inspirent guère espoir.

Saad Assabar estime que certains sujets polarisants comme l'immigration reçoivent une attention négative exagérée des politicien(ne)s québécois(es). Cette attention créerait un sentiment péjoratif envers les nouveaux et nouvelles arrivant(e)s.

Difficile à motiver

L'engagement politique des 15-35 ans est à la hausse par rapport à 2013, d'après une étude de l'Institut de la statistique du Québec, réalisée en 2020. Dans cette tranche d'âge, les 15-24 ans sont plus engagé(e)s politiquement que les 25-35 ans. Cet engagement s'exprime notamment par leur participation à des manifestations et par la signature de pétitions.

Ces informations ne surprennent pas Stéphanie Gaudet, professeure et directrice du Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités à l'Université d'Ottawa. Elle avance que la grande majorité des jeunes se préoccupent de la politique, même s'ils et elles n'en sont pas conscient(e)s.

« Quand ils s'intéressent aux enjeux environnementaux, au racisme, aux inégalités sociales, de logement social : c'est de la politique. Mais ils s'intéressent moins à la politique électorale », explique la spécialiste en participation sociale et politique.

Ce désintérêt est visible dans les données d'Élections Québec, qui révèlent que lors des élections provinciales de 2018, le taux de participation des 18-34 ans était de 53 %, comparativement à 69 % pour les personnes de 35 ans et plus. Le taux de participation pour l'ensemble de la population était quant à lui de 66 %.

Stéphanie Gaudet spécifie que la jeunesse québécoise demeure malgré tout une tranche démographique avec une capacité à se mobiliser pour les causes lui tenant à cœur, comme l'a démontré la marche pour le climat du 27 septembre 2019 à

Montréal. Avec près de 500 000 manifestant(e)s présent(e)s, en bonne partie des jeunes, cette marche est la plus importante de l'histoire du Québec.

Même si les statistiques semblent soulever un désintérêt électoral chez la nouvelle génération, Arno Ménard martèle l'importance d'exercer son droit de vote. « Ça vaut la peine de voter. On n'en a peut-être pas l'impression, mais un vote, ça fait la différence si tout le monde le fait. »

Relation compliquée

Selon Stéphanie Gaudet, un sentiment de désillusion a envahi une partie de la nouvelle génération. La professeure affirme que les jeunes sont assez critiques envers la classe politique en raison de ses multiples scandales, des compressions budgétaires gouvernementales, de l'influence des lobbys et des promesses brisées.

« Il n'y a rien de pire que de faire des promesses et de ne pas les tenir pour des jeunes, parce qu'ils vont se dire que ça ne sert à rien de voter et ils vont s'en rappeler », avance la professeure.

L'absence de renouveau au sein des partis politiques décourage également la jeunesse

québécoise à s'impliquer dans la politique active, selon ceux et celles rencontré(e)s par le *Montréal Campus*.

Réconciliation possible?

D'après le président de la communauté jeunesse du Parti Laval, Tommy Vallée, la réconciliation entre la jeunesse et la classe politique n'est pas facile, mais nécessaire. « Il est souvent dit qu'il faudrait que les jeunes s'intéressent à la politique pour que la politique s'intéresse à eux, mais la réalité, c'est qu'il faudrait briser ce cycle », croit le diplômé de l'UQAM en communication.

« La politique est devenue quelque chose d'élitiste. »

Rafaëlle Létourneau, étudiante en politique

Pour les jeunes interviewé(e)s, un rapprochement doit absolument passer par l'éducation.

Par exemple, Arno Ménard propose que l'enseignement des enjeux de société et de la politique québécoise soit plus approfondi dès le secondaire.

Selon lui, des enseignant(e)s formé(e)s adéquatement, ajoutant une touche de subjectivité dans leur pédagogie, permettraient aux élèves de mieux comprendre les partis et leurs idées. « C'est facile d'avoir le syndrome de l'imposteur, de sentir que tu ne connais pas la politique et de t'empêcher de t'y intéresser davantage », croit Rafaëlle Létourneau.

M^{me} Gaudet prévient que la problématique de polarisation sur les réseaux sociaux est à surveiller et souligne que des espaces de discussions sains sont nécessaires.

« Il faut apprendre qu'on a besoin de réfléchir ensemble et qu'on peut être en désaccord, mais que ça ne veut pas dire qu'on est des ennemis. »



PHOTO LAYLA BECHOU, MONTRÉAL CAMPUS

Le Parlement étudiant du Québec consiste en une simulation annuelle des travaux parlementaires pour les étudiant(e)s de 18 à 25 ans.



SOCIÉTÉ

Se retrouver à la rue à 18 ans

Le passage à l'âge adulte peut parfois mener les jeunes défavorisés en situation d'itinérance

JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE

Le jour de ses 18 ans, Camille est expulsée de sa famille d'accueil. En pleine pandémie, sa vie bascule. Elle se retrouve sans toit, sans appui familial et elle vient de perdre son emploi à temps partiel dans une épicerie.

Camille se promène alors de refuge en refuge, où les ressources sont réduites à cause des mesures sanitaires. Les soirs où elle ne peut pas squatter chez des ami(e)s, elle dort dans la rue.

À l'hiver 2022, la jeune femme rencontre un homme de cinq ans son aîné chez qui elle vivra pendant six mois. Six mois d'enfer où aucun jour ne passe sans qu'elle n'ait peur pour sa vie, raconte-t-elle.

Toutefois, pour Camille, les bénéfices de passer l'hiver à l'intérieur avec un partenaire violent supplantent l'idée de se retrouver à la rue dans le froid. Les comportements du jeune homme en question, ne faisant que s'aggraver avec le temps, la poussent à le quitter à l'été 2023 et à retourner dans la rue.

En 2022, une personne sur cinq en situation d'itinérance au Québec avait moins de 30 ans*. C'est le cas de Camille, qui a aujourd'hui 20 ans et qui en est à son deuxième épisode d'itinérance.

De la DPJ à la rue

L'histoire de Camille ressemble à celle de plusieurs jeunes ayant été placé(e)s par la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) dans le passé. Le tiers d'entre eux

« Le jour de mes 18 ans, je me suis sentie laissée à moi-même. »

Camille

et elles connaissent au moins un épisode d'itinérance avant 21 ans*.

« S'il y a quelque chose qui unit [les jeunes en situation



ILLUSTRATION ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS

La crise du logement est un facteur exacerbant les difficultés auxquelles les jeunes en situation d'itinérance font face à Montréal.

d'itinérance], c'est un début de processus de désaffiliation, souvent à cause de milieux familiaux instables », remarque Isabelle Rochon-Goyer, intervenante de liaison et d'accompagnement chez Dans la rue, un organisme d'aide aux jeunes sans-abri. Elle constate que la fin abrupte de la prise en charge fragilise les jeunes qui ont connu un passage en institution, où le cadre est très restrictif.

Camille soutient que l'absence de transition vers l'autonomie à l'âge adulte figure parmi les raisons pour lesquelles elle est dans la rue aujourd'hui.

Surreprésentation

« L'itinérance est plus fréquente chez les jeunes de la communauté LGBTQ+ et des communautés autochtones », déplore Steffes Lavoie-Ménard, aussi intervenante de liaison et d'accompagnement à Dans la rue.

En 2022, au Québec, 29 % des jeunes en situation d'itinérance de moins de 30 ans étaient membres de la communauté LGBTQ+.

De plus, 13 % des personnes en situation d'itinérance (tous âges confondus) étaient autochtones, ce qui représente cinq fois leur poids démographique

dans la province*. « Les mécanismes sociaux ne donnent pas beaucoup la chance au coureur », regrette Isabelle Rochon-Goyer. L'intervenante remarque aussi une surreprésentation de jeunes neurodivergent(e)s, qui manquent de soutien ou qui n'en obtiennent plus une fois devenus adultes.

« Pour des jeunes enfants ou adolescents pris dans des corps d'adultes avec des responsabilités d'adultes, c'est parfois difficile de comprendre pourquoi ils ont à faire un budget ou à payer un loyer », explique-t-elle.

Les investissements requis pour ouvrir un dossier d'accompagnement psychosocial en déficience intellectuelle, mais aussi pour renouveler une carte d'assurance-maladie ou faire une demande d'aide sociale, ne sont pas compatibles avec les conditions de la rue. « Ça prend du temps, de la constance, il faut se présenter aux rendez-vous. En étant dans la rue, les jeunes ont d'autres priorités », indique M^{me} Rochon-Goyer.

Les intervenantes de Dans la rue constatent une augmentation « inquiétante » du nombre de personnes migrantes ayant recours aux services offerts par l'organisme. « Avec la crise du logement, on voit beaucoup plus de jeunes issus de l'immigration »,

témoigne Steffes Lavoie-Ménard. Le statut précaire de ces jeunes les disqualifie de programmes gouvernementaux uniquement accessibles aux résident(e)s permanent(e)s, comme les habitations à loyer modique (HLM) ou le Programme de supplément au loyer, qui permet aux personnes admissibles de payer un loyer correspondant à 25 % de leurs revenus.

Des visages et des solutions

« Il y a autant de portraits de l'itinérance jeunesse qu'il y a de personnes en situation d'itinérance, d'où la nécessité de miser sur des solutions adaptées aux besoins de l'individu », résume Isabelle Brisson, coordonnatrice à Dans la rue. « Ce sont des histoires de gens qui se sont enfargés à tort ou à raison et ça peut vraiment arriver à n'importe qui », rappelle celle qui a aussi été intervenante de première ligne pendant 15 ans.

Les intervenant(e)s des organismes à Montréal comme Dans la rue offrent un « accueil inconditionnel » à chacun(e) afin d'éviter la désaffiliation complète des jeunes qui fréquentent leurs différents services. Ces intervenant(e)s préconisent une approche multifacette qui mise, entre autres, sur la réduction de la durée

des épisodes d'itinérance. « Nous offrons des alternatives [à la rue], même s'il ne s'agit que d'une pause pour pouvoir dormir ou manger », explique Isabelle Brisson.

Pour des jeunes comme Camille, qui se sentent « trahis par le système », l'offre de services ponctuels peut changer la donne. « Une douche ou un repas chaud fait la différence entre une bonne ou une mauvaise journée », confie-t-elle. 🗨️

L'itinérance cachée

Camille a vécu l'itinérance cachée. Selon le Canadian Observatory on Homelessness, ce terme fait référence aux personnes qui vivent temporairement chez de la famille, des ami(e)s, des voisin(e)s ou des étranger(e)s (*couchsurfing*), car elles n'ont pas d'autre option. Elles sont « cachées » parce qu'elles ne font pas appel aux services offerts aux sans-abri et ne sont donc pas incluses dans les statistiques sur l'itinérance. Plus de 80 % des sans-abri canadien(ne)s vivraient en itinérance cachée.

*Selon le rapport de l'exercice du 11 octobre 2022 du Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec



SOCIÉTÉ

CHRONIQUE

VICTIMES DES SOLUTIONS

ALICE FOURNIER

Municipalités divisées, familles déchirées : la course à la transition énergétique du gouvernement caquiste laisse dans son sillage des fractures sociales indélébiles.

La municipalité régionale de comté (MRC) de Nicolet-Yamaska, dans le Centre-du-Québec, est divisée par un projet éolien que beaucoup de ses habitant(e)s refusent. Cette situation témoigne des défis d'acceptabilité sociale auxquels les projets de transition énergétique du gouvernement doivent faire face.

Les citoyen(ne)s ne s'entendent pas et le manque d'information entretient des conflits qui sévissent depuis plus d'un an.

Certes, il y a eu des consultations. Mais dans son désir de remplir ses objectifs de neutralité carbone le plus vite possible, le Québec a oublié l'importance de prendre le temps d'expliquer la nécessité et les enjeux de chaque projet. Selon le professeur en communication et acceptabilité sociale de l'Université de Sherbrooke Yves Fréchette, le gouvernement a poussé les MRC à souscrire à des appels d'offres sans qu'elles aient eu le temps de prendre connaissance de tous leurs paramètres.

Je ne contesterai pas la nécessité d'envisager des solutions durables dans un contexte de changements climatiques et d'alertes de la part de la communauté scientifique. Mais les ambitions brutales de la CAQ se sont heurtées à un problème qu'elle a elle-même engendré.

Le Québec n'a imposé que peu de normes de consommation énergétique jusqu'à aujourd'hui à ses habitant(e)s. Il peut alors difficilement justifier des projets d'envergure pour une transition nécessaire proches des habitations sans avoir commencé par des mesures plus douces et des conseils quotidiens pour réduire la consommation d'électricité.

« Le manque de planification mine beaucoup l'acceptabilité sociale », affirme M. Fréchette. Selon lui, le manque de vision et de communication du gouvernement est un des facteurs pouvant menacer

l'acceptabilité des projets. Les habitant(e)s touché(e)s méritent davantage de transparence, surtout quand on sait que leur quotidien sera marqué par les décisions politiques.

Disponible sur le site du gouvernement, une pléthore de documents concernant l'acceptabilité sociale de projets pour la transition énergétique a été mise à la disposition des Québécois(es).

L'un d'eux, concernant les facteurs d'influence de l'acceptabilité, stipule que « l'acceptabilité sociale d'un projet pourrait être compromise si la population ne fait pas confiance au promoteur ou aux instances. »

Couchée sur le papier de manière officielle, cette phrase prend tout son sens sur le terrain. Les habitant(e)s de Saint-Zéphirin-de-Courval pourraient vous raconter comment les promoteurs et les promotrices se sont lancé(e)s dans la quête de terres pour installer des éoliennes sans que personne ne soit avisé.

Sans surprise, le gouvernement doit trouver un moyen de pallier le désaccord de sa population, qu'il a lui-même provoqué. À défaut de ne pas réussir à gérer l'acceptabilité sociale, il en dévie. M. Fréchette souligne cette fâcheuse habitude. « Il ne fait que décider, annoncer, défendre, et se croit légitime par le processus électoral. »

Les chiffres observés dans le rapport *État de l'énergie au Québec*, publié en février 2024 par la Chaire de gestion du secteur de l'énergie de HEC Montréal, montrent que même si les Québécois(es) sont de grand(e)s consommateurs et consommatrices d'électricité par rapport au reste du monde, beaucoup de foyers utilisent presque uniquement de l'énergie verte.

En réalité, ce sont les industries québécoises, notamment celles de l'aluminium et des métaux non ferreux, qui consomment le plus d'énergies fossiles.

Alors quoi, on décide de construire un parc éolien dans le jardin de n'importe qui pour créer une énergie qui ne lui profitera pas? La réponse est oui. Si le Québec vise une réduction des gaz à effet de serre de 37,5 % d'ici 2030 et la carboneutralité d'ici 2050, aucun autre scénario n'est vraiment envisageable. ❖

Ce qui se passe après la dernière puff

CAMILLE DESJARDINS

Peu visibles, mais très nombreux, les cendriers installés dans les rues montréalaises ne contribuent pas réellement au recyclage des cigarettes.

« Peu de gens savent que les cendriers de la Ville de Montréal existent. La pollution persiste donc malgré leur présence », avance Éléonore Vareille, chargée de projet pour Mégot Zéro, un programme de la Société pour l'action, l'éducation et la sensibilisation environnementale de Montréal.

La pollution engendrée par les mégots de cigarette est un enjeu de taille à Montréal, selon M^{me} Vareille. Comme un filtre de plastique est inséré dans chaque cigarette, le temps de décomposition de celle-ci s'étire sur plus d'une dizaine d'années et elle peut relâcher des substances toxiques dans les cours d'eau.

« On ne voit personne jeter des canettes par la fenêtre d'une voiture, mais on n'y pense pas à deux fois quand c'est un mégot de cigarette », souligne Eric Ascalon, directeur du développement communautaire et des partenariats stratégiques chez TerraCycle, une entreprise de recyclage américaine.

Les mégots
représentent
30 % des
déchets
jonchant le sol
des centres
urbains, estime
la Ville de
Montréal.

M. Ascalon affirme que TerraCycle a reçu 1,2 million de cigarettes de la part de Mégot Zéro et de la Ville de Montréal en moins d'un an, alors que la quantité de cigarettes fumées dans la métropole annuellement s'élève à trois milliards.

Éléonore Vareille explique que Mégot Zéro a ses propres cendriers dans les rues et que la Ville a aussi les siens. Ces derniers sont



PHOTO ALEXANE TAILLON-THIFFEAULT, MONTRÉAL CAMPUS

Des contenants de recyclage de mégots de la Ville de Montréal, comme celui-ci, sont à la disposition des fumeurs et des fumeuses.

problématiques pour Mégot Zéro qui en assure la collecte. Selon M^{me} Vareille, « les cendriers de la Ville se brisent facilement. Ils sont très lourds et encombrants », contrairement à ceux de l'organisme.

Seconde vie pour les mégots

Servant des client(e)s comme La Ronde et le festival Pknic Électronik, Mégot Zéro vend et loue des cendriers dont il fait l'installation. L'organisme ramasse les mégots qui sont par la suite envoyés sans frais en Ontario pour être traités par TerraCycle.

Chez eux, les produits sont d'abord triés pour ensuite être expédiés au partenaire qui saura les transformer. La cigarette est décomposée afin de ne récupérer que le filtre de plastique, tandis que le papier et le tabac qui en sont extraits vont directement au compost.

« Je crois que nous avons un centre de récupération des matériaux en Ontario et que les déchets de cigarettes sont ensuite traités au Québec », dit Eric Ascalon avec hésitation.

Les emplacements exacts des différents établissements de TerraCycle ne sont pas divulgués publiquement par l'entreprise. « On aimerait vraiment développer un partenariat de recyclage à Montréal, souligne M^{me} Vareille. Les recherches [sur les méthodes de recyclage] sont longues et, malheureusement, les organismes qui ont déjà trouvé des réponses ne veulent pas les partager », déplore-t-elle.

Go Zéro, située à Magog, est la seule entreprise québécoise qui recycle les mégots de cigarette. « Quand un client fait affaire avec nous, je ne veux pas que la matière soit utilisée pour faire quelque chose de piètre qualité qui va être vendu au Dollarama et être aux poubelles après 24 heures », affirme Eric Ethier, président de Go Zéro.

« Du recyclage cheap »

M. Ethier souligne qu'il est difficile pour lui de déterminer précisément dans quel produit un mégot est réutilisé après avoir été recyclé chez Go Zéro. « On n'est pas rendu là », ajoute-t-il. Il explique qu'au Québec, le plastique récupéré des cigarettes est utilisé, par exemple, dans la conception de poubelles et de morceaux de meubles. « Faire du recyclage *cheap*, donc prendre n'importe quoi et en faire un banc de parc, c'est un peu comme de l'enfouissement déguisé. »

De son côté, Eric Ascalon dit ouvertement que le recyclage de TerraCycle peut être utilisé dans la fabrication de bancs de parc. Il ajoute que, contrairement à Go Zéro, l'entreprise cesse le suivi de la matière dès qu'elle est envoyée à un partenaire de transformation. En parallèle, Eric Ethier croit qu'il est primordial de pouvoir certifier chaque étape du processus de recyclage puisque les partenaires aiment témoigner de leurs actions environnementales dans leurs rapports annuels. C'est pourquoi un numéro de suivi est attaché à chacun des contenants de collecte de Go Zéro afin d'en confirmer la réception à ses client(e)s. 🌱



SOCIÉTÉ

« Qui d'autre aurait pris la relève? »

JEANNE CLAVEAU-LAVIOLETTE

Même si leurs cœurs vacillent quant à leurs aspirations professionnelles, plusieurs jeunes issu(e)s du milieu agricole choisissent le retour à la terre familiale. Le *Montréal Campus* présente deux agricultrices qui ont décidé de reprendre le flambeau.

Bien qu'elle ait longtemps flirté avec l'idée d'être vétérinaire, c'est l'appel de la terre qui a ultimement conquis Justine Bouchard. Fille d'agriculteur et d'agricultrice, elle décide en 2020 de réaliser une formation collégiale en gestion agricole à Saint-Hyacinthe.

Aujourd'hui, la jeune femme de 20 ans travaille à temps plein à la ferme laitière de ses parents, à Saint-Léonard-d'Aston, dans le Centre-du-Québec.

« Je ne me verrais pas faire autre chose. »

Justine Bouchard, agricultrice

C'est par le rachat d'actions que Justine deviendra, « au bon moment », copropriétaire de la ferme laitière de ses parents, avec son frère.

Son plan : racheter 30 % des parts de l'entreprise familiale d'ici quelques années. « J'aurais eu de

la peine que le projet de mes parents n'ait pas de suite. Si ce n'était pas moi ni mon frère, qui d'autre aurait pris la relève? », se questionne-t-elle.

Au Québec, les transferts intergénérationnels d'entreprises agricoles sont de moins en moins fréquents.

Des obstacles pour la relève

L'explosion du coût des terres est un frein majeur au démarrage et au transfert d'entreprises agricoles, selon Julie Bissonnette, présidente de la Fédération de la relève agricole du Québec.

Une acre de terre agricole valait 943 \$ en 1992. Ce nombre a bondi jusqu'à 9089 \$ en 2022, une augmentation de 447 % en tenant compte de l'inflation.

Pour Justine Bouchard, une part du problème réside chez les cédant(e)s, qui gagneraient à être plus flexibles. « Beaucoup de jeunes ont de l'intérêt. Mais il y a aussi du travail à faire par les cédants [afin qu'ils acceptent] de laisser leur entreprise à la relève », affirme-elle.

Peu importe à qui le ou la propriétaire sortant(e) transfère son entreprise agricole, il ou elle doit être prêt(e) à mettre beaucoup d'argent sur la table, ce qui n'est pas très motivant, ajoute Julie Bissonnette.

À son avis, il faut miser sur un incitatif fiscal pour les cédant(e)s qui vendent leur entreprise à un(e) jeune de la relève afin de rendre la transaction plus avantageuse.

« Avant, je ne voulais rien savoir de prendre la relève de la ferme [d'élevage de moutons] »,

raconte Marie-Hélène Labelle, une femme de 22 ans qui a eu le déclic juste après la pandémie.

Concilier deux mondes

Depuis, Marie-Hélène zigzague entre la ferme, à Labelle dans les Hautes-Laurentides, et l'UQAM, à deux heures de là, où elle termine son baccalauréat en psychologie. « Je reviens toutes les fins de semaine à la ferme et je m'arrange toujours pour avoir trois à quatre jours d'école par semaine », explique-t-elle.

À l'image de ses parents, qui occupent chacun(e) un emploi à temps plein en dehors de la ferme, Marie-Hélène ne planifie pas faire une croix sur ses aspirations professionnelles en psychologie ni sur son amour de l'agriculture. D'ailleurs, elle compte se pencher sur la santé mentale des agriculteurs dans son essai doctoral.

Selon le *Portrait de la relève agricole au Québec 2021*, 44 % des jeunes occupaient un emploi en dehors de leur entreprise agricole et 72 % de leur revenu annuel était généré par cet emploi à l'extérieur : des proportions en hausse par rapport aux années précédentes.

« Beaucoup de jeunes n'ont pas le choix de travailler à l'extérieur pour pouvoir réinvestir cet argent dans leur entreprise », souligne Julie Bissonnette.

Un choix non conventionnel

Selon Justine Bouchard, ce qui est le plus difficile en agriculture, c'est l'horaire. « Nous avons deux traites à faire par jour. Comme nous n'avons pas de robot, il faut être là le matin et le soir », explique-t-elle.

Pourtant, pour Justine, ce mode de vie s'accompagne d'une grande flexibilité sur le plan des horaires et de l'indépendance qu'elle ne pourrait avoir avec un emploi traditionnel.

« Même si je me lève de bonne heure tous les matins, sept jours sur sept, 365 jours par année, même si les vacances et les sœurs de famille se font rares, au bout du compte, les familles ont de la nourriture sur leur table grâce à notre métier », affirme-t-elle fièrement. ♦

CHRONIQUE

FAIRE LES CHOSES COMME DU MONDE

ZACHARIEL COSSETTE-LEBLANC

À la suite des échecs du tramway de Québec, du REM de l'Est, et des tergiversations dans les dossiers de Northvolt et du troisième lien, je me suis inquiété de notre capacité à réaliser de grands projets au Québec.

François Legault partage aussi ces craintes. En février dernier, visiblement contrarié par la contestation populaire vis-à-vis le projet de méga-usine de Northvolt, le premier ministre du Québec a sommé les Québécois(e)s de « changer d'attitude ».

Selon le chef de la Coalition avenir Québec, les contestations autour de la filière batterie font peur aux investisseurs. Le premier ministre est allé jusqu'à affirmer qu'un projet de l'ampleur de la Baie-James ne pourrait jamais se réaliser aujourd'hui.

Grosso modo, selon notre gouvernement, les Québécois(e)s sont trop exigeant(e)s.

La déclaration de François Legault m'a fait douter de nous. Soyons honnêtes, aucun projet d'envergure ne peut être parfait. Est-ce que notre désir absolu de faire consensus nous condamne à l'immobilisme?

Il est vrai qu'à l'époque de la Révolution tranquille, les projets nécessitaient un peu moins de réflexion – disons-le ainsi. Il a suffi d'une « équipe du tonnerre », soit le gouvernement de Jean Lesage, pour que le Québec rattrape l'imposant retard qu'il avait accumulé en éducation, en santé et en infrastructures par rapport aux autres nations industrialisées.

Les gouvernements de Daniel Johnson (père), de Robert Bourassa et de René Lévesque ont poursuivi le travail. Le Québec est devenu, en l'espace d'un peu plus d'une décennie, l'une des nations les plus développées de la planète.

Bien sûr, il y a eu des dépassements de coûts et d'échéanciers et parfois des mauvais projets. Mais lorsqu'on dresse le portrait des réalisations de l'époque, la grande majorité est encore bénéfique, voire vitale à notre survie économique.

Je peux donc comprendre François Legault de jalouser ces hommes politiques. Entre 1960 et 1980, le Québec a accompli davantage qu'au cours des 45 années suivantes.

Or, la manière de gouverner a changé. N'en déplaise à certain(e)s de nos élu(e)s, nous sommes à l'ère de l'acceptabilité sociale.

« Ce que dit l'acceptabilité sociale comme grand principe, c'est de miser vraiment sur le dialogue. On n'a plus juste quelqu'un en haut qui va proposer un grand projet structurant. On est dans une ère de coconstruction », affirme Carol-Ann Rouillard, professeure adjointe en communication stratégique et politique à l'Université de Sherbrooke.

À bien y penser, les concepts de coconstruction et d'acceptabilité sociale n'ont rien de bien malin. Après tout, à qui bénéficieront ces projets? À ceux et celles à qui reviendra la facture! Il est donc tout à fait sain qu'un gouvernement démocratique prenne en considération les préoccupations de la population et des spécialistes, ce qu'il tend malheureusement à éviter.

Prenons l'exemple de l'annonce de l'implantation de Northvolt à Saint-Basile-le-Grand. Nos gouvernements ont financé à hauteur de trois milliards de dollars un projet dont on ignore l'impact environnemental. De plus, on nous promet la création de 3000 emplois. Ça semble formidable!

Maintenant, où allons-nous loger les travailleurs et travailleuses? Quel sera l'impact de leur arrivée sur la circulation routière de la communauté?

Si le gouvernement avait pris le temps de consulter, mais surtout de considérer les préoccupations de la population avant de lancer ce projet, le premier ministre n'aurait probablement pas à s'inquiéter de notre « attitude ».

Du côté de la Capitale-Nationale, les statistiques sont éloquentes : la population monte en flèche, le nombre de voitures sur les routes augmente et le système de transport collectif a atteint son niveau de saturation. Résultat : cette région a besoin de nouvelles infrastructures. Par infrastructures, personne n'avait en tête un tunnel à deux étages long de 10 km, ni même un « bitube » à autobus électriques.

Que ce soit à Saint-Basile ou à Limoilou, personne n'est contre les grands projets. Tout ce que demande la population, c'est que les choses soient faites comme du monde. ♦



PHOTO MAGALIE LÉVEILLÉ, COURTOISIE

La famille de Marie-Hélène possède la Ferme de la colline depuis 1995.



CHRONIQUE

LA TÉLÉ QUÉBÉCOISE, C'EST DÉPASSÉ!

GABRIELLE FALLU

La dernière série québécoise que j'ai écoutée est *Fugueuse*, en 2018. Est-ce normal que j'éprouve un certain détachement par rapport à la télévision d'ici? En voyant les émissions qui sont actuellement diffusées au petit écran québécois, j'ose croire que oui.

J'aime le Québec. La culture québécoise est riche. Les artistes d'ici sont plein(e)s de talent. Notre art plaît à beaucoup de personnes, dont moi. Pourtant, j'ai de la difficulté à m'attacher à la télévision.

Blâmons les géants états-unis, blâmons mon addiction à TikTok et à Instagram, mais je n'écoute que des séries américaines.

Ma génération a grandi dans un monde en pleine mutation, façonné par la mondialisation, les médias sociaux et la diversité culturelle. Le détachement face à la culture québécoise traditionnelle est perçu comme une perte d'identité pour certain(e)s. Pour d'autres, ce phénomène reflète une hybridation culturelle enrichissante. Je suis du deuxième camp. Cette capacité à naviguer entre différentes cultures et différentes identités devrait être perçue comme une force plutôt qu'une faiblesse.

Une amie du baccalauréat en télévision à l'UQAM m'a partagé son impression que le Québec ne progresse pas à l'écran. « Nous sommes dans la nostalgie constamment, dit-elle. C'est dommage, parce qu'il y a tellement de talent dans la jeunesse québécoise chez les producteurs mais aussi chez les comédiens. Il est temps que ça change! »

Les compagnies de production télévisuelle connaissent la recette pour que les émissions *pognent*. C'est, selon moi, une méthode qui fonctionne surtout pour les *baby-boomers*. Où sont les producteurs et les productrices de notre âge, qui parlent de sujets qui touchent les personnes de notre âge et qui ont pour but d'attirer les personnes de notre âge vers la télé?

Mon amie en télévision ne voit pas de changement ni d'amélioration dans les processus de production télévisuelle depuis les 30 dernières années.

« La télévision québécoise est

encore prise dans les années 1990 et ne semble pas vouloir être d'actualité », déplore-t-elle.

Le Québec est maître dans les drames ensanglantés et les séries tragiques. *5^e Rang*, *STAT*, *Alertes* : un cocktail pour une dépression assurée. Ces séries mélodramatiques sont en ondes depuis ma tendre enfance. Je me rappelle que ma mère écoutait *Unité 9* religieusement – une émission relaxante avant de se coucher, certain(e)s diront! Dose de sérotonine assurée!

« J'aime beaucoup ça, *STAT*, c'est ma série préférée en ce moment », dit ma tante de 62 ans. Public cible atteint pour *STAT*, qui ne cible pas les jeunes de 20 ans, d'après moi.

Je vous vois déjà venir : « Il y a des séries qui sont humoristiques! Il n'y a pas juste du drame au Québec. » Certes, mais je ne m'identifie pas à Ti-Mé et Réjean de *La Petite Vie*, et ce, malgré la toute nouvelle saison au goût du jour.

Faisons la part des choses : on voit quand même un effort afin d'attirer les jeunes devant les téléviseurs. Des émissions comme *On ramassera demain*, de Pierre-Luc Funk, tentent de rajeunir l'image du petit écran. Mais je réitère qu'il y a du chemin à faire, parce que ni moi, ni mon entourage, ne sommes porté(e)s vers ces nouvelles productions.

Oui, ma chronique alimente la rumeur concernant le phénomène de désintérêt généralisé des jeunes adultes pour la culture populaire québécoise. Je prends la décision de ne pas me taper une déprime sur les ondes d'ICI Télé et de TVA. Parce que cette déprime, je la vis déjà en voyant ma facture mensuelle d'Hydro.

Phénomène intrigant : la lecture québécoise et le théâtre restent cependant dans mes priorités.

Je me suis régalée en allant voir *Le roi danse* au théâtre. J'écoute la musique, les balados et les pièces de théâtre d'ici, mais les séries... ça tombe *flat*.

Sur ce, je retourne à mon quotidien. Écouter *The Real Housewives of Beverly Hills* sur Amazon Prime et lire *Ru* de Kim Thúy ou encore *Qimmik* de Michel Jean avant de me coucher : la confluence qui me convient entre les États-Unis et le Québec. ♦

SARAH-JEANNE TREMBLAY

Rejoignant autrefois un public plus niché, la bande dessinée québécoise se démocratise, ouvrant ainsi ses portes aux aspirant(e)s bédéistes. Autant chez les auteur(e)s que chez les commerçant(e)s d'ici, l'engouement pour le neuvième art persiste.

Par un bel après-midi de mars, Gilles Boisclair fouille la section bande dessinée de la Bouquinerie du Plateau sur l'avenue du Mont-Royal, à la recherche d'une nouvelle lecture. Il a développé sa passion pour la bande dessinée il y a une soixantaine d'années à travers la revue française *Pilote* et le cinquième album des aventures de Tintin, *Le Lotus bleu*.

« Ce qui me pousse vers la BD, c'est l'imaginaire qu'on peut créer. On n'a pas besoin d'un gros budget et il est presque possible de faire tout ce qui est imaginable! », s'exclame-t-il. L'homme, qui possède une collection de plus de 500 bandes dessinées, prête ou donne souvent ses exemplaires lorsqu'il en a l'occasion afin de partager sa passion.

Si, aujourd'hui, la plupart des maisons d'édition québécoises publient des romans graphiques ou des bandes dessinées, cela n'a pas toujours été le cas. « Lorsque j'ai commencé à faire de la BD dans les années 1980, il n'y avait pas d'éditeurs et seulement quelques magazines », raconte le bédéiste Paul Bordeleau. C'est en rencontrant la maison d'édition La Pastèque que l'auteur de la série des *Faïne* a pu commencer à soumettre des projets et faire publier ses ouvrages.

« L'âge d'or » de la BD

L'auteur et illustrateur Réal Godbout a commencé à créer des bandes dessinées dans les années 1970. À cette époque, « c'était pour un public beaucoup plus marginal », mentionne-t-il. C'est le magazine humoristique québécois *Croc* qui lui a permis d'élargir son public. « Au départ on cherchait à faire des magazines, c'était ça la façon de percer dans le domaine. »

Aujourd'hui, certains de ses personnages, comme Michel Risque et Red Ketchup, sont bien connus dans le milieu. Graduellement,

Un bel avenir se dessine pour la BD au Québec



PHOTO CHLOÉ RONDEAU, MONTRÉAL CAMPUS

La Pastèque, Front Froid, Pow Pow, Glénat, et La Mauvaise tête sont des éditeurs de BD bien connus au Québec.

les magazines ont cédé du terrain aux maisons d'édition, qui ont su tirer profit du succès des bédéistes émergent(e)s. Elles ont donné plus d'opportunités aux auteur(e)s souhaitant se lancer dans ce genre littéraire. « Maintenant, les magazines en arrachent un peu », observe Paul Bordeleau. En réfléchissant, il soulève que la revue *Planches* est une des seules à encore connaître du succès.

Il y a une vingtaine d'années, seulement quelques maisons d'édition, comme La Pastèque ou Mécanique Générale, publiaient des bandes dessinées. Au début des années 2000, la découverte et la publication de l'œuvre de Michel Rabagliati – les désormais célèbres *Paul* – ont permis de capter l'attention du grand public. Dans l'industrie, on parle de cette époque comme de « l'âge d'or » de la bande dessinée québécoise.

Selon le Bilan Gaspard du marché du livre au Québec 2023, les ventes de bandes dessinées ont augmenté de 5 % entre 2022 et 2023. D'après le même document, le nouveau roman graphique de Michel Rabagliati, *Rose à l'île*, a terminé au 5^e rang des ventes tous styles confondus.

Le Québec avant tout

« La clientèle en BD s'est beaucoup diversifiée dans les dernières années », déclare Émile Dupré, employé de la boutique Planète BD, rue Saint-Denis.

Le magasin, qui a ouvert il y a 17 ans, vend des bandes dessinées aux origines variées, mais toujours en français. Il n'exclut pas les œuvres étrangères, comme des

traductions de *comics* américains ou de mangas japonais. Ce sont cependant les nouveautés québécoises qui sont les meilleurs vendeurs, selon ce qu'a pu observer l'employé de Planète BD.

« Il y a de plus en plus une offre variée en bande dessinée québécoise, mais aussi de plus en plus de demande », explique Émile Dupré. D'après lui, des initiatives comme la journée « Le 12 août, j'achète un livre québécois! » contribuent à cette popularité. « Au bout d'un certain temps, je crois que les gens se sont rendu compte qu'il y a vraiment de la bande dessinée pour tous les goûts. »

Célébrer le neuvième art

Le Festival BD de Montréal aura lieu du 24 au 26 mai prochain sur la rue Saint-Denis. Cette treizième édition du festival accueillera des bédéistes de la francophonie et récompensera leur travail, avec la remise des prix Bédély.

En plus de permettre aux récipiendaires d'obtenir davantage de visibilité, ces prix augmentent leur chance d'obtenir des subventions pour des projets futurs, par exemple à travers les programmes d'aide financière du Conseil des arts et des lettres du Québec.

« Depuis qu'on est sur la rue Saint-Denis, beaucoup plus de gens viennent au festival! Certaines personnes vont même planifier leurs vacances en fonction des dates de l'événement », affirme la directrice de la programmation du festival, Virginie Mont-Reynaud. ☺



CULTURE

Emprunter une culture avec des gants blancs

PHILIP BOSSÉ

La ligne est mince entre l'appropriation et l'appréciation culturelle, selon des expert(e)s. Pour éviter les faux pas, l'écoute et la collaboration devraient être au centre de la démarche des artistes qui souhaitent représenter des éléments d'autres cultures dans leurs œuvres.

« L'appropriation culturelle, c'est quelque chose de négatif, avec une relation de pouvoir très marquée entre une culture dominante et une culture dominée », explique Jean-Philippe Uzel, directeur du groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines (GRIAAC) et professeur au Département d'histoire de l'art de l'UQAM.

Appréciation possible

Dans certains cas, une œuvre peut faire des emprunts à une culture pour l'honorer – on parle alors d'appréciation culturelle. « Dans les mots "appréciation culturelle", il y a une dimension de respect et d'hommage, qui est absolument absente dans le concept d'appropriation culturelle », ajoute M. Uzel.

Une question s'impose alors : où tracer la ligne entre les deux concepts? D'après le professeur, la limite varie selon chaque cas. Il affirme que les bonnes intentions ne suffisent pas à se protéger de l'appropriation culturelle.

Un rapport de la Commission de vérité et réconciliation avance que « l'art est un élément de guérison et permettrait de rapprocher les

populations autochtones ».

« Beaucoup d'artistes allochtones avec plein de bonnes intentions, mais sans les connaissances nécessaires, ont représenté des symboles sacrés ou des éléments douloureux, sans mettre suffisamment de respect dans la façon dont ils ont présenté ces choses. C'est là où il y a appropriation », indique Jean-Philippe Uzel.

Il fait un parallèle avec la pièce de théâtre de Robert Lepage, *Kanata*, qui raconte l'histoire des Autochtones au Canada. L'annonce de cette œuvre a fait polémique en 2018 pour son manque de comédien(ne)s des Premières Nations. La pièce a finalement été annulée.

« Une rencontre vers l'autre »

« Dès qu'on a l'idée de parler d'un sujet autochtone, il faut qu'on ait le réflexe d'essayer de s'entourer de gens autochtones », argue Dave Jenniss, directeur artistique du théâtre Ondinnok et membre de la nation Wolastoqiyik Wampanoag (Malécites). Il soutient qu'une appréciation culturelle réussie peut seulement se faire avec la collaboration des membres de la culture empruntée.

« On s'est beaucoup servi de l'histoire autochtone pour faire de l'art, sans prendre conscience qu'il y avait des gens qui avaient vécu des traumatismes liés à leur perte d'identité, à leur perte de vie sociale à leur perte de langue », déplore-t-il.

M. Jenniss pense qu'il faut donner l'opportunité aux personnes autochtones de prendre la parole et de raconter leurs histoires. Il ajoute qu'une recherche

rigoureuse, qui passe par la discussion et les rencontres en personne, est nécessaire.

« Une rencontre avec l'autre, c'est une façon d'en apprendre un peu plus sur notre fonctionnement. On s'assure qu'on ne heurte personne et ça vient démontrer le sérieux de la démarche. »

Le directeur artistique n'hésite pas à refuser de collaborer à certains projets artistiques lorsqu'il « ne sent pas que c'est [un travail] qui est abouti ou qui découle d'une recherche approfondie ».

Prendre la parole pour soi

Le projet de thèse-créditation de la doctorante en études et pratiques des arts à l'UQAM Geneviève Bélisle, qui est une réflexion sur l'appropriation culturelle dans les arts, pave la voie selon M. Jenniss.

« Elle se pose beaucoup de questions dans ce texte-là sur ce qu'elle peut dire et ne pas dire », confie-t-il.

« Le but, c'était d'aller au-delà de nos identités autochtones et allochtones. »

Geneviève Bélisle, doctorante en études et pratiques des arts à l'UQAM

Geneviève Bélisle affirme avoir eu de la difficulté à trouver l'angle d'approche de sa thèse.

« Au fil des discussions, je me suis rendue compte que la meilleure façon d'aborder ce projet, c'était de faire en sorte que mon discours soit le mien, que je ne parle pas au nom des Autochtones », explique-t-elle. Elle tenait à trouver les bons outils de communication avant de commencer afin de ne pas tomber dans la diversité de façade (*tokenism*).

« Je ne voulais pas non plus utiliser les gens des Premières Nations pour répondre à mes questions », avoue M^{me} Bélisle. Plutôt que d'arriver avec mille questions j'ai beaucoup plus été dans l'écoute. »

CHRONIQUE

LA CRITIQUE CRITIQUÉE

LÉO MERCIER-ROSS

Tous les films devraient être critiqués de manière juste et équitable. Ça peut sembler être une évidence ; pourtant ce n'est pas toujours le cas.

Au Québec, les critiques ont un certain biais positif envers les œuvres d'ici – et ce n'est pas seulement pour les faire valoir.

Michel Coulombe, chroniqueur cinéma de longue date à Radio-Canada, explique cette loi non écrite par la taille de notre industrie cinématographique.

Selon lui, le fait que « les journalistes qui font les entrevues soient les mêmes qui font les critiques » les force à être plus indulgent(e)s envers les films québécois. Ce n'est toutefois pas le cas lorsque ce sont des films américains ou étrangers qui passent sous leur loupe.

La contiguïté qu'a le peuple québécois avec les célébrités de chez nous renforce également cette « proximité du marché », comme l'appelle M. Coulombe.

Il donne l'exemple de Xavier Dolan, qui a fait preuve d'une « proximité extrême » avec des journalistes qui l'ont encadré au début de sa carrière. Impossible de nier la franche qualité de l'œuvre de Xavier Dolan, mais ce fort lien apporte tout de même un aspect « impraticable et très discutable » au travail journalistique.

« Ils avaient perdu toute distance critique », selon Michel Coulombe.

Il raconte une récente rencontre avec Kim Thúy, auteure du livre *Ru*, adapté au grand écran en novembre dernier. Le journaliste admet qu'il n'aurait pas pu autant discuter avec elle s'il avait « détruit *Ru* » dans une critique réalisée auparavant.

Lors de ma propre critique de *Ru*, publiée dans le *Montréal Campus*, j'avoue m'être demandé à maintes reprises : « Est-ce que je peux être aussi dur avec le film? » J'ai opté pour une approche plus négative, mais également plus sincère.

Pour continuer à se faire inviter aux premières médiatiques et aux entrevues avec les artisan(e)s du milieu, il faudrait donc s'efforcer de présenter sous une belle lumière les productions québécoises, peu importe leur qualité.

Nous avons la chance d'avoir une industrie cinématographique subventionnée et pleine de talent.

La force culturelle de la province est indéniable.

Toutefois, si tous les films québécois se noient dans une mare de trois à quatre étoiles, impossible de discerner la qualité des films. En se fiant à la critique, du moins. Peut-être – et je théorise – que les bons (parfois excellents) films d'ici gagneraient à être hélés comme de francs succès qui méritent davantage d'être vus que les moins bons.

Si tout est décrété comme excellent, rien ne l'est réellement.

Ce problème peut être en partie attribué à la culture de la notation, si répandue dans le monde de la critique. Il est impossible de comprendre toute la profondeur d'une critique en se basant uniquement sur les cinq petites étoiles en fin de texte. Il faudrait donc que les lecteurs et lectrices aient ainsi que les compagnies de distribution portent une plus grande attention aux mots. Une tâche qui peut être ardue.

Bien sûr, la critique est avant tout une prise de position. Il est normal que les critiques y mettent leur grain de sel, puisqu'ils et elles sont capables d'exprimer et de justifier pourquoi un film est *ben bon* ou *ben mauvais*.

Michel Coulombe indique également qu'en plus de leur biais québécois, les critiques ont leurs domaines d'expertise et leur propre sensibilité. « Une femme peut être plus sensible envers un film réalisé par une femme », illustre-t-il. Cette réalité de la critique est autant vraie ici qu'ailleurs.

Y a-t-il un espoir pour les jeunes critiques qui ne veulent pas sacrifier leur intégrité? Selon Michel Coulombe, il suffit de « chercher à être vrai et honnête, et ne pas instrumentaliser sa voix ».

Ça peut paraître plus facile à dire qu'à faire, mais il suffit de se rappeler que, même si un film n'arrive pas à la hauteur des attentes, le travail créatif derrière chaque œuvre mérite tout le respect. ♦



ILLUSTRATION ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS

L'appropriation culturelle est au cœur d'enjeux de politiques identitaires.



Laissez-moi danser

Cette artiste s'épanouit malgré un handicap majeur

JUSTINE BERTRAND

À 39 ans, alors qu'elle a deux enfants et une carrière de danseuse à l'international, Jacinthe Giroux subit un accident vasculaire cérébral (AVC) qui lui laisse des séquelles de langage sévères.

Vingt ans plus tard, une crise d'épilepsie la prive de sa motricité du côté droit. Malgré ses handicaps, elle défie chaque jour les standards de la scène artistique québécoise avec ses créations de danse et d'art visuel.

À la suite de son AVC, Jacinthe a dû réapprendre progressivement à marcher. Déterminée à continuer à bouger, Jacinthe s'est engagée dans un processus éprouvant de réhabilitation. « Ça m'a pris beaucoup de temps, d'énergie et de physio, mais ça, c'est moi qui le voulais. »

Les Conseils des arts de Montréal et du Canada lui ont offert des subventions, qui l'ont aidée à poursuivre sa carrière.

Aujourd'hui, Jacinthe a la chance de participer à différentes créations malgré son handicap, grâce à des diffuseurs comme les

productions Des pieds des mains, dirigées par Menka Nagrani, qui prônent l'inclusion des personnes « atypiques ». Jacinthe est ainsi parvenue à poursuivre son parcours professionnel en dépit de son handicap. Elle évite toutefois de comparer sa carrière d'aujourd'hui avec celle d'avant son AVC. « Avant c'est avant et après c'est après », se dit-elle.

« Après ma crise d'épilepsie, j'ai eu de la difficulté à refaire ma vie. »

Jacinthe Giroux, artiste visuelle et danseuse

Elle réussit tout de même à gagner sa vie grâce à des contrats qu'elle déniche ici et là. Par exemple, elle donne des cours de danse, qui lui rapportent 300 \$ par mois, participe comme juge à des compétitions de danse du

Conseil des arts du Canada et reçoit un montant du Régime des rentes du Québec.

Elle a aussi récemment bénéficié d'une subvention de 44 000 \$ du Conseil des arts du Canada pour le financement du projet Apparences.

Cette exposition-performance interactive présentée à la Maison de la culture du Plateau-Mont-Royal en octobre 2023 mettait en scène des artistes aphasiques, c'est-à-dire atteint(e)s d'un trouble du langage sévère.

Bien que le montant paraisse généreux, « il en reste beaucoup moins après les coûts de la salle, des employés et des décors », partage Jacinthe.

Des enjeux « mal compris »

Les personnes aphasiques ou ayant une déficience intellectuelle ne sont pas toujours en mesure de comprendre ou de formuler une demande de subvention pour leurs créations, selon Marie-France Marciel, présidente de l'organisme Visions sur l'art, qui regroupe et soutient les artistes de toutes disciplines et en toutes situations de handicap.

Ces subventions sont d'ailleurs essentielles pour permettre à plusieurs artistes de survivre financièrement. M^{me} Marciel note que cette limitation est l'une des nombreuses réalités mal comprises des artistes en situation de handicap. « Quand tu as une difficulté de langage grave, ça prend vraiment une assistance pour dialoguer avec la société. »

Chaque handicap est lié à un enjeu quelconque en arts, explique M^{me} Marciel. Par exemple, elle indique que « les artistes en art visuel autonomes sont plutôt des gens qui ont des limitations physiques, mais pas intellectuelles ».

Pour ces artistes, elle souligne que « les enjeux sont surtout au niveau de l'accessibilité, comme trouver un endroit d'exposition qui est facile d'accès ou avoir de l'aide pour transporter les œuvres et les installer ».

M^{me} Marciel soutient qu'il y a encore du chemin à faire quant aux accommodements apportés par le ministère de la Culture et des Communications du Québec.

« Ça s'améliore de plus en plus sur papier, mais il n'y a pas d'effort dans les moyens

concrets. » Elle dénonce que le Québec soit moins inclusif que les autres provinces dans le domaine de l'art.

Le gouvernement québécois en a pourtant les moyens, d'après M^{me} Marciel : il dépense deux fois plus en culture que la majorité des autres provinces.

Maximiser l'inclusion

Elisa Desoer travaille au Conseil des arts de Montréal et a contribué au développement de deux programmes de soutien aux artistes en situation de handicap.

Le premier offre une aide financière pour des projets qui coûtent jusqu'à 15 000 \$.

Le second finance les adaptations nécessaires aux artistes. « On offre des subventions de plus pour la rédaction de leurs demandes de financement ou de transport adapté, par exemple », indique-t-elle.

Elisa Desoer insiste sur la nécessité de développer des programmes d'inclusion. Son équipe a senti le besoin de créer un programme dédié à cette clientèle.

« Ces personnes ont plus de barrières pour accéder à des subventions », explique-t-elle. Parmi ces obstacles, il y a les diffuseurs, qui n'ont « pas toujours l'ouverture pour donner la place qu'il faut à ces artistes-là ».

Dilemme financier

La présidente de Visions sur l'art avance qu'il y a « une question de pauvreté pour plusieurs de ces artistes, parce que certains sont inaptes au marché du travail ».

Ils et elles sont donc bénéficiaires de la solidarité sociale, mais « n'ont pas le droit d'être un artiste et de vendre des œuvres sans perdre le droit à cette aide financière ».

Ce dilemme ne touche pas les athlètes paralympiques, qui peuvent bénéficier d'une aide financière gouvernementale, tout en étant rémunéré(e)s en pratiquant leur sport.

« Alors on peut reconnaître une personne handicapée pour être un athlète même si elle ne peut pas aller sur le marché du travail, mais pas les artistes, s'offusque Marie-France Marciel. C'est un enjeu très embêtant! »



PHOTOMONTAGE CHLOÉ RONDEAU, MONTRÉAL CAMPUS

La danse permet aux personnes aphasiques, comme Jacinthe, de développer leur autonomie et d'augmenter leur confiance en leurs capacités.

Le croquis de Craque et Croque

Quelque part sur la Rive-Sud...



ILLUSTRATION CRAQUE ET CROQUE, MONTRÉAL CAMPUS

LE MONTRÉAL CAMPUS

a lancé une campagne de
sociofinancement

Avec un objectif de 5000 \$!

Pour se doter d'équipement audiovisuel



Pour nous soutenir :



CHRONIQUE

JE SUIS MÉTISSE

NAOMIE DUCKETT ZAMOR

Non, je ne fais pas référence à la chanson de Yannick Noah. Je parle plutôt de cette identité atypique, parfois sans référent, qui découle d'un métissage racial.

Enfant, j'avais du mal à comprendre pourquoi j'étais noire aux yeux de mes ami(e)s blanc(he)s, mais blanche aux yeux de mes ami(e)s noir(e)s. J'ai compris que j'étais différente quand j'ai commencé à jouer aux princesses. Je trouvais ça fatigant, car aucune d'elles ne pouvait m'être attribuée d'office. Dans mon cas, personne ne me ressemblait. Une fois adolescente, mes questionnements sur mes attributs physiques ont laissé place à un vide identitaire. À quel groupe avais-je le droit d'appartenir? Car s'il y a bien une chose qui vient avec le fait d'être métisse, c'est que, peu importe la paire de lunettes qui nous regarde, on sera toujours « l'autre ».

Paradoxalement, c'est à ce moment-là que j'ai commencé à apprécier le fait d'être unique. J'avais la chance d'appartenir à plus d'une communauté.

Jusqu'à l'événement du 25 mai 2020. George Floyd.

Insurgée, révoltée et dégoûtée, je me suis jointe aux autres membres de la communauté noire afin de défendre nos droits – principalement celui de vivre. On m'a alors expliqué le colorisme, ce phénomène au sein de la communauté noire qui privilégie les personnes aux teints plus blancs. Cette discrimination

intracommunautaire influence notamment la perception de la beauté dans la communauté noire et peut même avantager ceux et celles qui ont un taux moins élevé de mélanine dans la société. En ce sens, quelle place ai-je le droit de prendre dans les luttes spécifiques à la communauté si je suis privilégiée?

Je le reconnais, le fait d'être *lightskin* m'a probablement favorisé à certains moments, ce qui me répugne et m'indigne. Ce constat laisse place à un profond malaise et, encore une fois, je dois faire face à ce flou qui entoure mon identité. Au bout de ce récit, il n'y aura

pas de grandes réponses à ma quête identitaire. J'espère seulement que les personnes métisses qui liront cette chronique pourront se sentir moins seules.

Selon le Pew Research Center, les personnes métisses représentent 6,9 % des Américain(e)s. De ce pourcentage, 46 % d'entre elles ont moins de 18 ans, ce qui laisse présager que l'identité métisse connaîtra une croissance fulgurante dans les prochaines générations.

En tant que jeune femme québécoise d'origine irlandaise et haïtienne, je reconnais que j'ai une responsabilité de représentativité

dans cette communauté que nous tentons de créer. Une communauté où nous n'avons pas tous et toutes les mêmes origines, mais où nous avons un point commun : celui d'incarner l'ouverture d'esprit. Nous, les enfants métisses, descendons d'humains qui n'ont pas eu peur de la différence. Notre présence permet déjà et forcera nos communautés à se diversifier davantage. Peut-être même que l'on pourra, un jour, avoir notre petite case à cocher sur les formulaires où l'on demande notre identité.

Adieu la case « autre » et le casse-tête d'avoir à expliquer à la secrétaire que je dois cocher plus d'une couleur.

À travers nos histoires et nos aspirations, nous deviendrons peut-être des points de repère pour ces enfants qui chercheront des modèles qui leur ressemblent. D'ici là, applaudissons ceux et celles à qui nous pouvons déjà nous identifier : le 44^e président des États-Unis, Barack Obama, la joueuse de tennis Naomi Osaka, la première vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, le chanteur Bob Marley, l'actrice Zendaya et le super-héros Miles Morales (Spider-Man).

À bien y penser, peut-être que je devrais finalement citer la chanson de Yannick Noah; « Je suis fière d'être métisse, j'ai la chance de choisir. » ❖

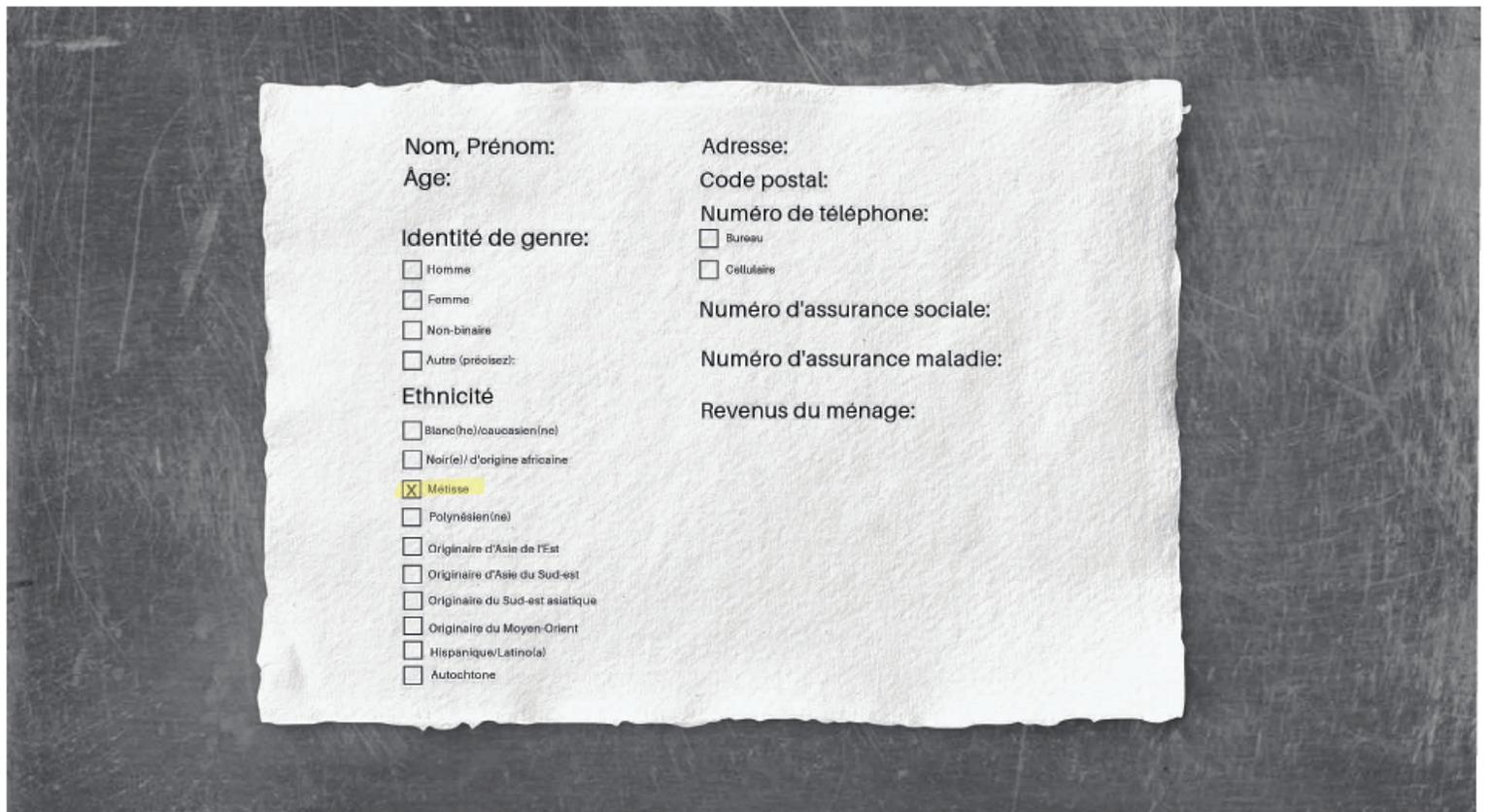
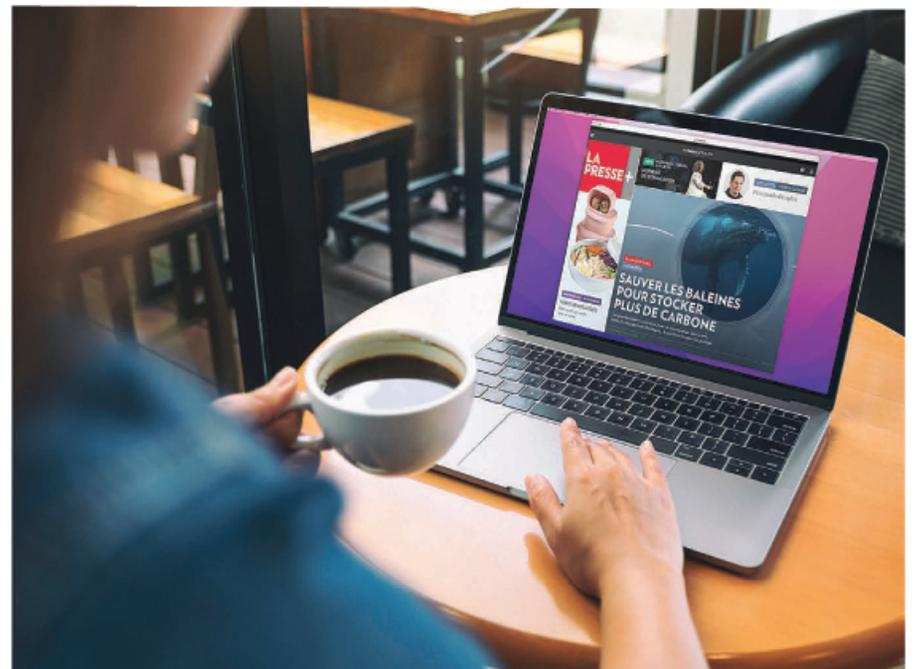


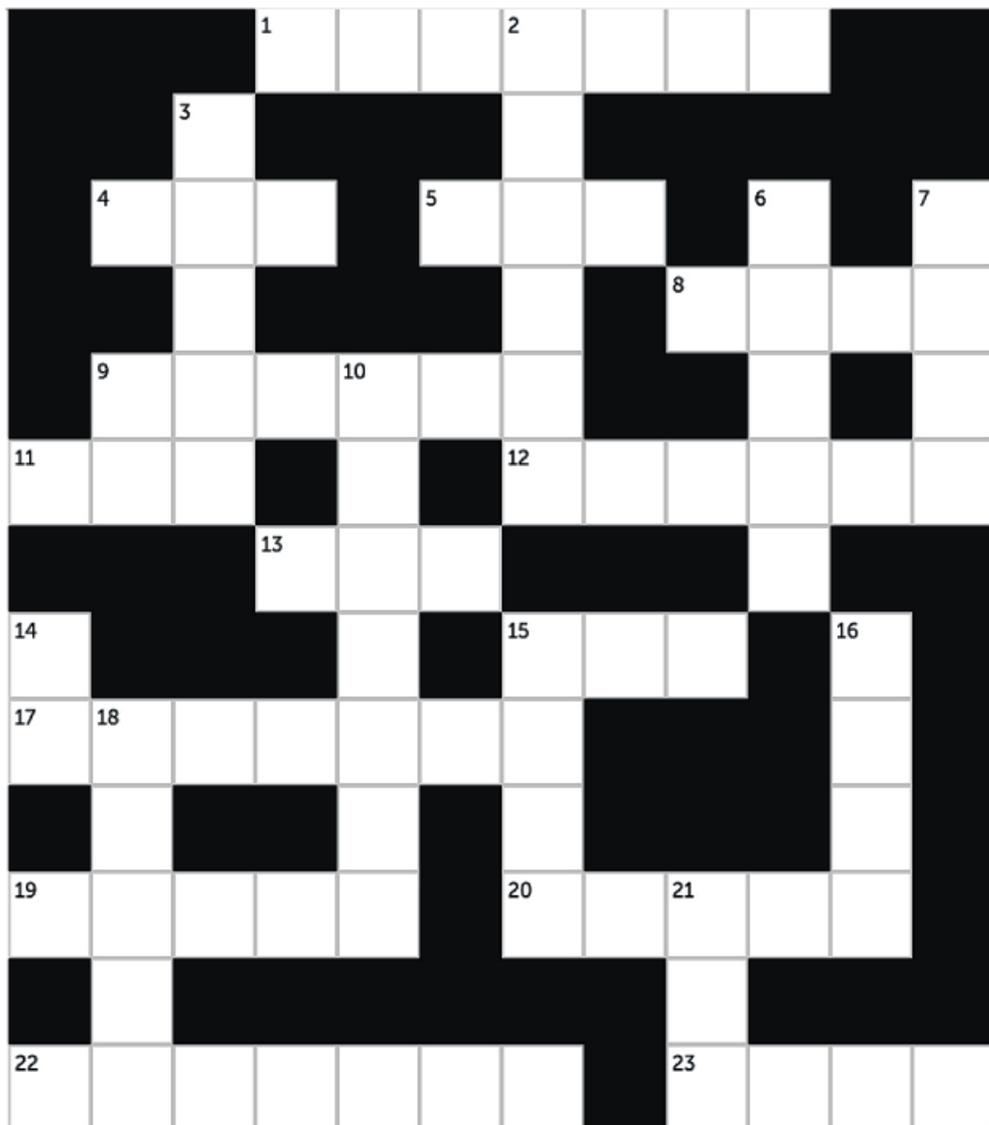
ILLUSTRATION ÉLIZABETH MARTINEAU, MONTRÉAL CAMPUS



DISPONIBLE SUR MAC
avec puce Apple

Retrouvez l'essentiel de l'actualité dans une édition quotidienne enrichie, maintenant disponible sur certains ordinateurs Mac.





MOT CROISÉ ANTOINE PEJOT-CHARROST, MONTRÉAL CAMPUS

HORIZONTAL

- 1. Le local de l'AED en a été victime la session dernière.
- 4. Diplôme d'études professionnelles.
- 5. Les étudiant(e)s de l'ESG veulent le devenir.
- 8. Nous aimerions tous et toutes en avoir plus.
- 9. Nous en vendons (vêtement).
- 11. Il court partout dans l'UQAM.
- 12. On le commande aux 3 Brasseurs.
- 13. Nom abrégé du « bac en ballons ».
- 15. Ça peut vous prendre une heure pour y emprunter un micro.
- 17. Plus grand studio de développement de jeux vidéo au monde.
- 19. Elle déclenche l'alarme d'incendie dans les résidences.
- 20. Nous en vendons aussi (objet).
- 22. Donne des ailes.
- 23. Ce mot croisé n'en a aucun.

VERTICAL

- 2. Les associations facultaires en ont toutes un.
- 3. Une partie de cet objet deviendra peut-être un banc de parc.
- 6. Vous en avez besoin pour accéder aux toilettes à l'UQAM.
- 7. Instrument ayant fait l'objet d'une vidéo du *Montréal Campus*.
- 9. Ha ha ____.
- 10. Vous souhaitez l'obtenir après vos études.
- 14. Roman de Kim Thúy adapté au cinéma.
- 15. La tante de Gabrielle Fallu aime cette émission québécoise.
- 16. Les saveurs sont interdites dans une ____ depuis octobre.
- 18. Les murs de l'université sont de couleur ____.
- 21. Signal de détresse que vous pourriez émettre en fin de session.



**CÉLÉBREZ
LA FIN DE SESSION
TOUT LE MOIS D'AVRIL 2024!**

4@7

**PINTE
DE BIÈRE**

4 \$ À 4 PM
5 \$ À 5 PM
6 \$ À 6 PM



25% D'ESCOMPTE SUR LA NOURRITURE DE 4@7 AVEC CARTE ÉTUDIANT UQAM.

Le choix des directrices artistiques



Redecan CBD

CBD 1500
Tyché
Capsule
Cannabinoïdes
THC 0,1 - 2 %
CBD 40 - 55 mg

Redecan
Fleurs séchées
Cannabinoïdes
THC 0,1 - 2 %
CBD 40 - 17 %

Dominance
CBD



Chloé Rondeau et Élisabeth Martineau, les directrices artistiques, ont réuni leurs photos et illustrations préférées réalisées lors de la session d'hiver 2024.